*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

Anno 115° — Numero 16

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* **ROMA - Giovedì, 17 gennaio 1974** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 — 00100 ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**
**I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione**

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

#### 1973



### DISPOSIZIONI E COMUNICATI

**CONCORSI ED ESAMI**



**SUPPLEMENTI STRAORDINARI**



(418)

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 15 novembre 1973, n. **925**.

**Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla Organizzazione idrografica internazionale, conclusa a Monaco Principato il 3 maggio 1967.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sull'Organizzazione idrografica internazionale, conclusa a Monaco Principato il 3 maggio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XIX della convenzione stessa.

Art. 3.

All'onere di lire 5.796.000 derivante dall'attuazione della presente legge, nell'esercizio finanziario 1973, si fa fronte mediante riduzione, per un pari importo, dello stanziamento del capitolo n. 3066 dello stato di previsione della spesa del Ministero della difesa per il detto esercizio e dei capitoli corrispondenti degli esercizi successivi.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 novembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO —
LA MALFA — TANASSI

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

ALLEGATO

**Convention relative a l'Organisation hydrographique internationale**

Les Gouvernements parties à la présente convention,

Considerant que le Bureau hydrographique international a été établi en juin 1921, pour contribuer à rendre la navigation plus facile et plus sûre dans le monde en perfectionnant les cartes marines et les documents nautiques;

Desireux de poursuivre sur une base intergouvernementale leur collaboration en matière d'hydrographie;

Sont convenus de ce qui suit:

Article I

Il est établi par la présente convention une Organisation hydrographique internationale, ci-après appelée l'Organisation, dont le siège se trouve à Monaco.

Article II

L'Organisation a un caractère consultatif et purement technique. Elle a pour but d'assurer:

*a*) la coordination des activités des services hydrographiques nationaux;

*b*) la plus grande uniformité possible dans les cartes et documents nautiques;

*c*) l'adoption de méthodes sûres et efficaces pour l'exécution et l'exploitation des levés hydrographiques;

*d*) le progrès des sciences relatives à l'hydrographie et des tecniques utilisées pour les levés océanographiques.

Article III

Sont membres de l'Organisation les Gouvernements parties à la présente convention.

Article IV

L'Organisation comprend:

— la Conférence hydrographique internationale, ci-après appelée la Conférence;

— le Bureau hydrographique international ci-après appelé le Bureau, dirigé par le Comité de direction.

Article V

La Conférence a pour attributions:

*a*) de donner des directives générales sur le fonctionnement et les travaux de l'Organisation;

*b*) de procéder à l'élection des membres du Comité de direction et de son Président;

*c*) d'examiner les rapports qui lui sont présentés par le Bureau;

*d*) de se prononcer sur toutes propositions d'ordre technique ou administratif présentées par les gouvernements membres ou par le Bureau;

*e*) d'approuver le budget à la majorité des deux tiers des Gouvernements membres représentés à la Conférence;

*f*) d'adopter à la majorité des deux tiers des Gouvernements membres les modifications au règlement général et au règlement financier;

*g*) d'adopter à la majorité prévue au paragraphe précédent tous autres règlements particuliers dont l'établissement s'avèrerait nécessaire, notamment le statut des directeurs et du personnel du Bureau.

Article VI

1. La Conférence se compose des représentants des Gouvernements membres. Elle se réunit en session ordinaire tous les cinq ans. Elle peut être réunie en session extraordinaire à la requête d'un Gouvernement membre ou du Bureau sous réserve de l'approbation de la majorité des Gouvernements membres.

2. La Conférence est convoquée par le Bureau au moins six mois à l'avance. Un ordre du jour provisoire est annexé à la convocation.

3. La Conférence élit son Président et un Vice-Président.

4. Chaque Gouvernement membre dispose d'une voix. Toutefois dans les votes concernant les questions visées à l'article V (*b*), chaque Gouvernement membre dispose d'un nombre de voix déterminé par un barème établi en fonction du tonnage de ses flottes.

5. Les décisions de la Conférence sont prises à la majorité simple des Gouvernements membres qui y sont représentés, sauf lorsque la convention prévoit d'autres dispositions à ce sujet. Lorsque les votes sont également partagés, le Président a le pouvoir de prendre une décision. En cas de résolution à insérer dans le répertoire des résolutions techniques, la majorité devra comprendre en tout état de cause les votes affirmatifs d'au moins un tiers des Gouvernements membres.

6. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Bureau peut consulter les Gouvernements membres par correspondance sur des questions concernant le fonctionnement technique de l'Organisation. La procédure de vote sera conforme aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, la majorité étant calculée, dans ce cas, sur la base de la totalité des membres de l'Organisation.

7. La Conférence constitue ses propres commissions, y compris la commission des finances mentionnée à l'article VII.

Article VII

1. Le contrôle de la gestion financière de l'Organisation est assurée par une commission des finances où chaque Gouvernement membre peut se faire représenter par un délégué.

2. La commission se réunit à l'occasion des sessions de la Conférence. Elle peut être réunie en session extraordinaire.

Article VIII

Pour la réalisation des objectifs définis à l'article II, le Bureau est notamment chargé:

*a*) d'assurer une liaison étroite et permanente entre les services hydrographiques nationaux;

*b*) d'étudier toute question ayant trait à l'ydrographie ainsi qu'aux sciences et techniques qui s'y rapportent et de recueillir les documents nécessaires;

*c*) de favoriser l'échange de cartes et documents nautiques entre les services hydrographiques des Gouvernements membres;

*d*) de diffuser toute documentation utile;

*e*) de donner tous avis et conseils qui lui seront demandés, notamment aux pays dont les services hydrographiques sont en cours de création ou de développement;

*f*) d'encourager la coordination des levés hydrographiques avec les activités océanographiques qui s'y rapportent;

*g*) d'étendre et de faciliter l'application des connaissances océanographiques dans l'intérêt des navigateurs;

*h*) de coopérer avec les organisations internationales et les institutions scientifiques qui ont des objectifs apparentés.

Article IX

Le Bureau se compose du Comité de direction et du personnel technique et administratif nécessaire à l'Organisation.

Article X

1. Le Comité de direction administre le Bureau conformément aux dispositions de la présente convention et de ses règlements et aux directives données par la Conférence.

2. Le Comité de direction se compose de trois membres de nationalités différentes désignés par la Conférence qui élit ensuite l'un d'entre eux pour exercer les fonctions de Président du Comité. Le mandat du Comité de direction est de cinq ans. Si un poste de directeur devient vacant dans l'intervalle de deux conférences, une élection peut avoir lieu par correspondance dans les conditions prevues par le reglement général.

3. Le Président du Comité de direction represente l'Organisation.

Article XI

Les modalités de fonctionnement de l'Organisation sont définies par le règlement général et le règlement financier qui sont annexes a la présente convention mais qui n'en sont pas partie integrante.

Article XII

Les langues officielles de l'Organisation sont le français et l'anglais.

Article XIII

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit sur le territoire de chacun de ses membres, et sous reserve de l'accord du Gouvernement membre interessé, des privilèges et immunités qui lui sont necessaires pour l'exercice de ses fonctions et la poursuite de ses objectifs.

Article XIV

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Organisation sont couvertes:

*a*) par les contributions ordinaires annuelles des Gouvernements membres, selon un barème fondé sur le tonnage de leurs flottes;

*b*) par les dons, legs, subventions et autres ressources, apres approbation par la commission des finances.

Article XV

Tout Gouvernement membre qui est en retard de deux ans dans le versement de ses contributions, est privé des avantages et prérogatives accordés aux gouvernements membres par la convention et par les règlements, jusqu'au versement de ses contributions echues.

Article XVI

Le budget de l'Organisation est préparé par le Comité de direction, examiné par la commission des finances et approuvé par la Conférence.

Article XVII

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'aura pas été résolu par négociation ou par les bons offices du Comité de direction sera, à la requête de l'une des parties au litige, soumis à un arbitre désigné par le Président de la Cour internationale de justice.

Article XVIII

1. La présente convention sera ouverte à Monaco le 3 mai 1967, et ensuite à la Légation de la Principauté de Monaco à Paris, du 1[er] juin 1967 au 31 décembre 1967, à la signature de tout Gouvernement qui, à la date du 3 mai 1967, participe aux travaux du Bureau.

2. Les Gouvernements mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus peuvent devenir parties à la présente convention:

*a*) en la signant sans réserve de ratification ou d'approbation, ou

*b*) en la signant sous réserve de ratification ou d'approbation et en déposant ensuite leur instrument de ratification ou d'approbation.

3. Les instruments de ratification ou d'approbation seront remis a la Légation de la Principauté de Monaco a Paris pour être déposés dans les archives du Gouvernement de la Principauté de Monaco.

4. Le Gouvernement de la Principauté de Monaco informe les Gouvernements mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus et le Président du Comité de direction, de toute signature et de tout dépot d'instrument de ratification ou d'approbation.

Article XIX

1. La presente convention entrera en vigueur trois mois apres la date à laquelle vingt-huit Gouvernements y seront devenus parties conformément aux dispositions de l'article XVIII, paragraphe 2.

2. Le Gouvernement de la Principauté de Monaco notifie cette date à tous les Gouvernements signataires et au Président du Comité de direction.

Article XX

Après qu'elle sera entrée en vigueur, la présente convention sera ouverte à l'adhésion du Gouvernement de tout Etat maritime qui en fera la demande au Gouvernement de la Principauté de Monaco en précisant le tonnage de ses flottes et dont l'admission aura été approuvée par les deux tiers des Gouvernements membres. Ladite approbation sera notifiée au Gouvernement intéressé par le Gouvernement de la Principauté de Monaco. La convention prendra effet pour le Gouvernement dudit Etat à la date à laquelle celui-ci aura déposé son instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la Principauté de Monaco qui en informera tous les Gouvernements membres et le Président du Comité de direction.

Article XXI

1. Toute Partie contractante peut proposer des modifications à la présente convention.

2. Les propositions de modification sont examinées par la Conférence qui se prononce à leur égard à la majorité des deux tiers des Gouvernements membres représentés à la Conférence. Lorsqu'une proposition de

modification a été approuvée par la Conférence, le Président du Comité de direction prie le Gouvernement de la Principauté de Monaco de la soumettre à toutes les Parties contractantes.

3. La modification entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes trois mois après que les notifications d'approbation des deux tiers des Parties contractantes ont été reçues par le Gouvernement de la Principauté de Monaco. Celui-ci en informe les Parties contractantes et le Président du Comité de direction, en précisant la date d'entrée en vigueur de la modification.

Article XXII

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de son entrée en vigueur, la présente convention pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes avec un préavis d'au moins un an, au moyen d'une notification adressée au Gouvernement de la Principauté de Monaco. La dénonciation prendra effet au 1er janvier suivant l'expiration du délai de préavis et entraînera la renonciation du Gouvernement intéressé aux droits et avantages conférés par la qualité de membre dell'Organisation.

2. Le Gouvernement de la Principauté de Monaco informe les Parties contractantes et le Président du Comité de direction de toute notification de dénonciation reçue par lui.

Article XXIII

Après l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci sera enregistrée par le Gouvernement de la Principauté de Monaco auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT à Monaco, le trois mai mil neuf cent soixante sept, en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi; ledit exemplaire sera déposé aux archives du Gouvernement de la Principauté de Monaco, lequel en transmettra des copies certifiées à tous les Gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Président du Comité de direction.

*Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:*

*Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique:*

*Pour le Gouvernement de la République Arabe Unie:*

*Pour le Gouvernement de la République Argentine:*

*Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie:*

*Pour le Gouvernement de l'Union de Birmanie:*

*Pour le Gouvernement du Brésil:*

*Pour le Gouvernement du Canada:*

*Pour le Gouvernement de la République du Chili:*

*Pour le Gouvernement de la République de Corée:*

*Pour le Gouvernement de la République de Chine:*

*Pour le Gouvernement de la République de Cuba:*

*Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:*

*Pour le Gouvernement de la République Dominicaine:*

*Pour le Gouvernement de l'Espagne:*

*Pour le Gouvernement de la Finlande:*

*Pour le Gouvernement de la République française:*

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:*

*Pour le Gouvernement de la République de Guatemala:*

*Pour le Gouvernement de l'Inde:*

*Pour le Gouvernement de l'Indonésie:*

*Pour le Gouvernement de l'Iran:*

*Pour le Gouvernement de l'Islande:*

*Pour le Gouvernement de la République italienne:*

*Pour le Gouvernement du Japon:*

*Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco:*

*Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:*

*Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande:*

*Pour le Gouvernement du Pakistan:*

*Pour le Gouvernement de la République du Paraguay:*

*Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:*

*Pour le Gouvernement de la République des Philippines:*

*Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne:*

*Pour le Gouvernement du Portugal:*

*Pour le Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud:*

*Pour le Gouvernement de la Suède:*

*Pour le Gouvernement de la Thäilande:*

*Pour le Gouvernement de la République de Turquie:*

*Pour le Gouvernement de la République du Venezuela:*

*Pour le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.*

## REGLEMENT GENERAL

Article 1

L'Organisation a un caractère consultatif. Elle n'a aucune autorité sur les services hydrographiques des Gouvernements parties à la convention.

Article 2

Les activités de l'Organisation ont un caractère scientifique et technique et ne peuvent s'étendre à des questions touchant à la politique internationale.

### CONFÉRENCE HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONALE

Article 3

La Conférence hydrographique internationale se réunit en session ordinaire tous les cinq ans au siège de l'Organisation à une date fixée à l'issue de la précédente session.

Article 4

La Conférence hydrographique internationale est préparée et organisée par le Bureau.

### Article 5

Chaque Gouvernement membre est représenté à la Conférence par un ou plusieurs délégués dont l'un est, si possible, le chef du service hydrographique national. Les frais de voyage et de séjour des délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

### Article 6

Peuvent être invités par le Comité de direction à envoyer des observateurs à la Conférence:

(*a*) Les Gouvernements non parties à la convention à raison d'un ou deux observateurs chacun, sur proposition d'un Gouvernement membre ou du Comité de direction et sous réserve de l'approbation des deux tiers des Gouvernements membres.

(*b*) Les organisations internationales qui ont des activités en rapport avec celles du Bureau, à raison d'un ou exceptionnellement deux observateurs chacune. La liste desdites organisations est communiquée au préalable par le Comité aux Gouvernements membres de facon à leur permettre de formuler des objections ou de suggérer des additions.

(*c*) Des organismes nationaux des Gouvernements membres ayant déjà eu l'occasion ou étant susceptibles de collaborer avec le Bureau, dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

### Article 7

Les langues de travail de la Conférence sont le francais, l'anglais et l'espagnol.

### Article 8

(*a*) La Conférence examine les rapports du Bureau relatifs aux travaux de celui-ci depuis la Conférence précédente. Ces rapports sont soumis aux Gouvernements membres par les soins du Bureau au moins deux mois avant la Conférence.

(*b*) Des commissions sont désignées pour étudier les rapports. Les conclusions des commissions sont soumises à la session plénière appropriée de la Conférence.

### Article 9

(*a*) Douze mois avant l'ouverture de la Conférence, le Bureau invite les représentants des Gouvernements membres à soumettre les propositions qu'ils veulent discuter à la Conférence. Ces propositions, ainsi que celles qui sont soumises par le Bureau, sont communiquées au moins huit mois avant la Conférence à tous les Gouvernements membres.

(*b*) Les propositions soumises après cette date ne sont recevables que si elles sont signées par les représentants d'au moins trois Gouvernements membres.

(*c*) Des propositions peuvent aussi être soumises au cours de la Conférence. Elles doivent être signées par trois délégations et soumises au Président de la Conférence; elles ne peuvent être discutées que vingt-quatre heures au minimum après leur annonce officielle.

### Article 10

(*a*) Sauf décision particulière de la Conférence hydrographique internationale ordinaire, les règles qui précèdent s'appliquent aux sessions extraordinaires.

(*b*) Les délégués des Gouvernements aux sessions extraordinaires sont choisis dans toute la mesure du possible en fonction des questions qui y sont discutées.

## COMMISSION DES FINANCES

### Article 11

(*a*) Dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence, la commission des finances peut se réunir en session extraordinaire à la demande de trois Gouvernements ou du Comité de direction. Le Comité de direction peut également consulter la commission par correspondance.

(*b*) Les dates de réunion de la commission des finances sont fixées par son Président en accord avec le Comité de direction.

(*c*) Le président de la commission des finances est élu pour cinq ans par la Conférence.

### Article 12

A sa session ordinaire, la commission:

— examine et approuve les comptes de gestion de la période financière précédente;

— examine le budget pour la période financière suivante et le soumet à la Conférence.

### Article 13

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents. Chaque délégué dispose d'une voix.

### Article 14

Les comptes sont vérifiés annuellement par un commissaire aux comptes désigné par la commission.

## BUREAU HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL

### Article 15

Conformément aux dispositions de l'article VIII de la convention, le Bureau exerce les activités scientifiques et techniques nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Organisation.

### Article 16

Pour ses rapports avec le Bureau, chaque Gouvernement membre désigne un représentant officiel, de préférence le chef de son service hydrographique.

### Article 17

Le Bureau se tient en relation étroite avec les services hydrographiques des Gouvernements membres. Il peut aussi correspondre avec des organisations scientifiques apparentées des Gouvernements membres sous réserve d'en informer le représentant officiel du Gouvernement intéressé (article 16 ci-dessus). Il peut également correspondre avec des organismes similaires de Gouvernements tiers ainsi qu'avec des organisations internationales.

### Article 18

Le Bureau signale à l'attention des services hydrographiques et autres services compétents des Gouvernements membres tout travail hydrographique de caractère international et toute question d'intérêt général qu'il pourrait être utile d'entreprendre ou d'étudier. Il s'efforce de promouvoir la solution de ces questions ou l'exécution de ces travaux en faisant appel à la collaboration nécessaire entre les Gouvernements membres.

Article 19

Pour permettre au Bureau d'accomplir sa mission, les services hydrographiques des Gouvernements membres lui font parvenir des exemplaires de leurs nouvelles publications et des nouvelles éditions de leurs cartes ainsi que les travaux ou les documents publiés par eux ou par d'autres services de leur pays, qui peuvent présenter de l'intérêt.

Article 20

Le Bureau satisfait, dans toute la mesure du possible, à toutes les demandes de renseignements ou de conseils se rapportant à ses travaux et émanant d'un Gouvernement membre. Les questions qui peuvent être traitées directement entre deux services hydrographiques nationaux ne doivent pas, en règle générale, être soumises au Bureau.

Article 21

Le Bureau établit et distribue les publications mentionnées aux articles 32 à 35 ainsi que tous autres documents demandés par la Conférence.

Article 22

Dans leurs relations avec le Bureau, les représentants des Gouvernements membres peuvent employer une langue autre que les langues officielles de l'Organisation, mais celui-ci ne peut être rendu responsable des retards ou des erreurs qui peuvent en résulter.

COMITÉ DE DIRECTION

Article 23

(*a*) Le Comité de direction administre le Bureau conformément aux dispositions de la convention et des reglements et aux directives de la Conférence.

(*b*) Il assure l'exécution par le Bureau des missions scientifiques et techniques qui lui sont confiées.

Article 24

Dans l'intervalle de deux Conférences, et en l'absence de dispositions appropriées de la convention ou des reglements, le Comité prend les décisions administratives ou techniques qui pourraient être nécessaires, sous réserve d'en référer à la prochaine Conférence.

Article 25

(*a*) Si le Comité estime devoir en référer aux Gouvernements membres pour la solution d'une question, il adresse, conformément à l'article VI-6 de la convention, une lettre-circulaire à leurs représentants, en leur demandant de faire connaître au Bureau l'avis de leurs Gouvernements respectifs.

(*b*) En cas de partage égal des voix, pour et contre, la question est renvoyée à la Conférence suivante.

Article 26

Si les circonstances ne permettent pas de suivre la procedure prévue dans les règlements, le Comité prend les décisions nécessaires et en rend compte immédiatement aux Gouvernements membres.

Article 27

(*a*) Les directeurs sont élus pour une période de cinq ans, dans les conditions prévues par les articles 36 à 47.

(*b*) Les directeurs sont rééligibles pour une seconde période de cinq ans.

(*c*) Tout candidat doit avoir moins de soixante-six ans dans l'année de son élection ou de sa réélection.

(*d*) Lorsqu'un directeur a été élu pour occuper une vacance survenue entre deux Conférences, son mandat prend fin à l'époque où aurait pris fin le mandat de son prédécesseur si celui-ci était demeuré en fonction.

Article 28

Les fonctions du Comité prennent fin le dernier jour du troisième mois qui suit celui où le nouveau Comité a été élu.

Article 29

Un directeur qui, au cours de son mandat, s'est trouvé dans l'impossibilité de remplir ses fonctions pendant six mois consécutifs, ou pendant une durée totale de douze mois non consécutifs, cesse automatiquement d'être directeur.

Article 30

Chaque directeur est spécialement chargé d'une ou plusieurs branches du travail du Bureau, mais le Comité délibère sur toutes les questions importantes. Si deux directeurs seulement sont présents à une réunion du Comité et qu'une décision ne puisse être remise à une réunion plénière ultérieure, l'opinion du Président ou du Président intérimaire prévaut.

Article 31

Le personnel du Bureau est placé sous l'autorité du Comité de direction. Il se compose d'assistants et d'employés techniques et administratifs. Le personnel est nommé par le Comité suivant les besoins.

PUBLICATIONS

Article 32

Au commencement de chaque année, le Bureau publie un rapport d'activité.

Article 33

(*a*) Le Bureau publie un annuaire donnant tous renseignements utiles sur les services hydrographiques des Gouvernements membres et, dans toute la mesure du possible, sur ceux des autres Gouvernements.

(*b*) L'annuaire contient notamment les adresses des représentants officiels désignés aux termes de l'article 16 et les renseignements suivants:

1) liste des Gouvernements qui ont participé aux travaux du Bureau entre la date de sa création et celle de l'entrée en vigueur de la convention;

2) liste des Gouvernements membres;

3) liste des Gouvernements qui ont dénoncé la convention en vertu de l'article XXII;

4) tableau du tonnage des flottes des Gouvernements membres;

5) tableau indiquant les parts, les contributions et le nombre de voix des Gouvernements membres.

Article 34

(*a*) Le Bureau édite deux publications périodiques: la Revue hydrographique internationale et le Bullettin hydrographique international.

(*b*) La Revue hydrographique internationale contient des articles concernant l'hydrographie et les sciences et techniques connexes, ainsi que sur tous autres sujets d'intérêt général concernant l'Organisation et les divers services hydrographiques.

(*c*) Le Bulletin hydrographique international paraît plus fréquemment que la Revue, traite de questions d'actualité et donne des renseignements de caractère temporaire ou urgent. Cette publication contient également des renseignements sur les travaux exécutés ou prévus par les membres.

Article 35

Le Bureau édite des publications spéciales sur des sujets techniques susceptibles d'intéresser les services hydrographiques.

ELECTIONS

Article 36

Les directeurs sont élus par la Conférence conformément aux dispositions des articles V *b*), VI-4 et X-2 de la convention. L'élection a lieu au scrutin secret à la fin de la Conférence.

Article 37

(*a*) Pour l'élection des directeurs chaque Gouvernement membre dispose de deux voix; les Gouvernements qui possèdent un tonnage egal ou superieur a 100.000 tonnes ont droit à des voix supplémentaires conformément à l'échelle suivante:

| Tonnage brut | Voix supplémentaires |
|---|---|
| 100.000 - 499.999 | 1 |
| 500.000 - 1.999.999 | 2 |
| 2.000.000 - 7.999.999 | 3 |
| 8.000.000 - et au-dessus | 4 |

(*b*) Les estimations de tonnage sont faites conformément à l'article 5 du règlement financier.

Article 38

Chaque Gouvernement membre peut présenter un ou plusieurs candidats de la nationalité d'une Partie contractante quelconque. Les candidatures doivent parvenir au Bureau autant que possible trois mois avant l'ouverture de la Conférence. La liste des candidats sera close dix jours avant l'ouverture de la Conférence.

Article 39

Les candidats doivent avoir une longue expérience de la mer et posséder une pratique et des connaissances étendues en matière d'hydrographie et de navigation. Pour l'élection, la compétence administrative et technique doit l'emporter sur toute autre considération, y compris le rang et la situation des intéressés.

Article 40

Toute proposition de candidature est accompagnée d'une note indiquant les titres de l'intéressé au poste considéré. Pour faciliter la comparaison des qualifications des différents candidats, leurs états de services sont uniformément présentés sur le modèle suivant:

*Généralités*

1° Nom.

2° Nationalité.

3° Date de naissance.

4° Titres et décorations.

*Etudes et promotions*

5° Etudes (durée, y compris les qualifications de spécialisation ou les qualifications spéciales).

6° Langues (parole et lecture).

7° Promotions.

*Services*

8° Services dans l'hydrographie.

*a*) Services à la mer (durée et postes).

*b*) Services à terre (durée et postes).

9° Services autres qu'hydrographiques.

*a*) Services à la mer (durée et postes).

*b*) Services à terre (durée et postes).

*Activités scientifiques*

10° Publications.

11° Travaux de recherche et récompenses obtenues.

12° Sociétés savantes (dont il est ou a été membre).

*Renseignements complémentaires*

(Signature du candidat et de l'autorité proposante).

Article 41

(*a*) Les noms des candidats, avec leurs états de services, sont publiés aussitôt qu'ils sont reçus par le Comité de direction.

(*b*) Le Bureau collationne les listes de noms proposés et les remet à chaque délégation, accompagnées des états de services, à l'ouverture de la Conférence.

Article 42

(*a*) Pour exprimer leurs votes relatifs à l'élection des membres du Comité, les délégations inscrivent, sur un nombre de bulletins égal au nombre de voix auquel chacune a droit, les noms des seuls trois candidats de leur choix.

(*b*) Les trois candidats inscrits sur chaque bulletin doivent être de nationalités différentes.

(*c*) Tout bulletin de vote qui n'aura pas été rempli en stricte conformité avec les paragraphes (*a*) et (*b*) sera annulé.

Article 43

(*a*) Les trois candidats de nationalités différentes qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont considérés comme élus.

(*b*) Dans le cas où plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, et où il est impossible de pourvoir les trois postes dans les conditions fixées au paragraphe précédent, il est procédé à un nouveau scrutin pour départager les seuls candidats ayant obtenu le même nombre de voix.

Article 44

(*a*) Lorsque les trois directeurs ont été élus, un scrutin séparé a lieu pour élire parmi eux le Président du Comité. A cet effet, les délégations inscrivent, sur le nombre de bulletins qui leur est alloué, le nom du directeur qu'elles désirent porter à la Présidence.

(*b*) Le nombre de voix effectivement obtenus par chaque directeur détermine l'ordre dans lequel ils pourront être appelés à remplacer le Président élu.

(*c*) Dans le cas d'un partage égal des voix, un second scrutin a lieu pour départager les directeurs ayant reçu le même nombre de voix.

Article 45

A l'issue du scrutin le Président de la Conférence invite les directeurs nouvellement élus à prende leurs fonctions le premier jour du quatrième mois suivant celui de leur élection.

Article 46

(*a*) Si un poste de directeur devient vacant dans l'intervalle de deux Conférences et plus de deux ans avant la réunion de la prochaine Conférence, le Comité procède à une élection partielle par correspondance en vue de pourvoir le poste vacant.

(*b*) En pareil cas, le Bureau invite les Gouvernements membres à envoyer des listes de candidats dans les conditions prévues par les articles 38 à 40. Au reçu de ces listes l'élection a lieu suivant une procedure calquée sur celle qui est décrite aux articles 41 à 43.

(*c*) Au terme de la procédure mentionnée ci-dessus, le Comité notifie sans délai aux Gouvernements membres le résultat du scrutin et invite le directeur élu à prende ses fonctions.

Article 47

Un directeur élu pour combler une vacance prend rang après les deux autres directeurs.

REGLEMENT FINANCIER

Article 1

La gestion financière du Bureau est assurée conformément aux dispositions des articles V, VII, XIV et XVI de la convention et des articles 11 à 14 du Règlement general.

BUDGET ORDINAIRE

Article 2

(*a*) Le budget est établi pour cinq ans sur la base du franc-or adopté par la convention monétaire internationale de 1885, à savoir un franc-or = 0,290.322.58 gr. ou 0,009.334.086.5 once troy d'or fin.

(*b*) L'exercice financier du Bureau coïncide avec l'annee grégorienne.

Article 3

Toute compensation entre recettes et dépenses est interdite dans la présentation du budget.

Article 4

Les contributions annuelles des Gouvernements parties à la convention sont basées sur l'étalon du franc-or tel qu'il est défini à l'article 2, et sont versées aux comptes en banques du Bureau. Lesdites contributions sont fixées d'après les règles suivantes:

(*a*) Chaque Gouvernement souscrit deux parts de 2.000 francs-or chacune.

(*b*) Les Gouvernements qui possèdent un tonnage égal ou supérieur à 100.000 tonnes brutes versent des parts supplémentaires de la même valeur conformément au barème suivant:

| Tonnage brut | Parts supplémentaires (de 2000 francs-or chacune) |
|---|---|
| 100.000 - 249.999 | 1 |
| 250.000 - 454.999 | 2 |
| 455.000 - 719.999 | 3 |
| 720.000 - 1.049.999 | 4 |
| 1.050.000 - 1.449.999 | 5 |
| 1.450.000 - 1.924.999 | 6 |
| 1.925.000 - 2.479.999 | 7 |
| 2.480.000 - 3.119.999 | 8 |
| 3.120.000 - 3.849.999 | 9 |
| 3.850.000 - 4.674.999 | 10 |
| 4.675.000 - 5.599.999 | 11 |
| 5.600.000 - 6.629.999 | 12 |
| 6.630.000 - 7.769.999 | 13 |
| 7.770.000 - 9.024.999 | 14 |
| 9.025.000 - 10.399.999 | 15 |
| 10.400.000 - 11.899.999 | 16 |
| 11.900.000 - 13.529.999 | 17 |
| 13.530.000 - 15.294.999 | 18 |
| 15.295.000 - 17.199.999 | 19 |
| 17.200.000 - 19.249.999 | 20 |
| 19.250.000 - 21.449.999 | 21 |
| 21.450.000 - 23.804.999 | 22 |
| 23.805.000 - 26.319.999 | 23 |
| 26.320.000 - 28.999.999 | 24 |
| 29.000.000 - et au-dessus | 25 (max.) |

Article 5

Pour l'application de la convention et de ses règlements, le chiffre du tonnage des flottes des Gouvernements membres s'obtient en additionnant les 6/7 des déplacements des navires de guerre et le tonnage brut de tous les autres bâtiments de plus de 100 tonneaux.

Article 6

(*a*) Le tableau des tonnages déterminant les contributions des Gouvernements est mis à jour par le Comité avant chaque Conférence ordinaire. Douze mois avant la Conférence, le Comité demande aux Gouvernements le chiffre de leur tonnage à la date du 1er janvier de l'année précédant celle de la Conférence. Six mois avant la Conférence le Bureau distribue aux gouvernements un tableau révisé des tonnages.

(*b*) Le tableau des tonnages et celui des parts, contributions et voix sont soumis à l'approbation de la Conférence et entrent en vigueur le 1er janvier de l'année suivant celle de la Conférence. Sauf les cas prévus aux paragraphes (*c*) et (*d*) ci-dessous, ces tableaux restent en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année de la Conférence suivante.

(*c*) Lorsqu'un Gouvernement désire adhérer à la convention, il déclare le montant du tonnage de ses flottes. Le Comité de direction fait figurer ce montant au tableau des tonnages dès que l'adhésion prend effet.

(*d*) Un Gouvernement qui désire modifier le chiffre de son tonnage figurant au tableau des tonnages doit notifier le nouveau tonnage au moins six mois avant le début du prochain exercice financier.

Article 7

La Principauté de Monaco jouit d'un traitement spécial. En considération du fait qu'elle assure gracieusement le logement du Bureau, elle ne verse aucune contribution mais conserve son droit de vote.

Article 8

Le Comité de direction prépare le projet de budget et le communique aux Gouvernements membres aux fins d'examen par la commission des finances, au moins trois mois avant la session de cette commission.

Article 9

L'exécution du budget incombe au Comité de direction. Sous reserve des dispositions de l'article 11, le Comité de direction s'assure que les dépenses et engagements de dépense sont conformes aux dispositions du budget.

Article 10

Les transferts de crédit de chapitre à chapitre doivent être autorisés par la commission des finances.

Article 11

Aucune dépense ordinaire ne peut être engagée après la clôture de la période financière du budget correspondant. Les ordonnancements pourront être effectués pendant une periode complémentaire de trois mois.

TRÉSORERIE - FONDS DE ROULEMENT

Article 12

Tous les fonds du Bureau sont sous le contrôle du Comité de direction. Aucune dépense de plus de 1.000 francs-or ne peut être faite sans l'approbation de l'un des membres du Comité. Les paiements de plus de 10.000 francs-or doivent être préalablement approuvés par le Comité tout entier.

Article 13

(*a*) Les contributions annuelles des Gouvernements au budget ordinaire, telles qu'elles sont fixées à l'article 4, sont dues à compter du 1^er^ janvier de l'exercice financier correspondant. Elles doivent être acquittées avec ponctualité.

(*b*) Le taux de change applicable est celui de la date d'envoi de la contribution; cette date doit être notifiée sans délai au Bureau.

Article 14

Un Gouvernement qui adhère à la convention n'acquitte sa contribution de l'année que si son adhésion prend effet avant la date du 1^er^ juillet. Si cette adhésion prend effet à partir de cette date il ne verse que la moitié de cette contribution.

Article 15

Les contributions non versées font l'objet d'un tableau annexé au rapport de gestion financière présenté à la commission des finances par le Comité de direction.

Article 16

La suspension des droits d'un Gouvernement membre en application des dispositions de l'article XV de la convention est notifié par le Comité de direction au Gouvernement intéressé à la date du ou aussitôt après le 1^er^ juillet de l'année pendant laquelle une troisième contribution annuelle serait due. Tout Gouvernement membre ainsi privé de ses droits reste débiteur des deux contributions annuelles échues au moment de la suspension.

Article 17

(*a*) Tout Gouvernement membre qui ne verse qu'une partie de sa contribution due reçoit, pour s'acquitter du solde, un délai de deux ans à partir du premier avertissement du Bureau. A l'expiration de ce délai ses avantages et prérogatives de membre de l'Organisation sont suspendues jusqu'au versement du reliquat.

(*b*) La suspension de droits prévue à l'alinéa (a) ci-dessus devient effective à la date du 1^er^ juillet de l'année au cours de laquelle le délai de deux ans doit expirer.

Article 18

Pour assurer la stabilité financière du Bureau et lui éviter des difficultés de trésorerie, le Bureau dispose d'un fonds de roulement dont le montant correspond, au début de chaque année, à la moitié au moins du total des contributions annuelles des Gouvernements membres.

FONDS DE RÉSERVE

Article 19

Le Bureau dispose d'un fonds de réserve dont le montant est fixé par la Conférence. Ce fonds est exclusivement destiné à permettre à l'Organisation de couvrir des dépenses extraordinaires. Il n'est utilisé que dans des circonstances exceptionnelles.

CONTRÔLE

Article 20

Chaque année le Comité soumet aux Gouvernements membres un rapport de gestion financière comportant les renseignements d'ensemble sur la gestion de l'exercice écoulé. A cette occasion, le Comité fournit des indications sur la valeur des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'Organisation.

Article 21

Le commissaire aux comptes désigné en application de l'article 14 du règlement général s'assure que les dépenses sont appropriées, conformes aux directives de la Conférence, et qu'elles sont correctement comptabilisées. Cette vérification peut être faite à tout moment.

DISSOLUTION

Article 22

En cas de dissolution, le solde des comptes de l'Organisation est partagé entre les Gouvernements qui sont encore parties à la convention le jour où celle-ci cesse de porter effet. Le solde créditeur éventuel est partagé entre ces Gouvernements au prorata du montant total de leurs contributions depuis 1921. Le solde débiteur éventuel est partagé entre ces Gouvernements au prorata de leur dernière contribution annuelle.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

*N.B.* — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

**Convenzione sulla Organizzazione idrografica internazionale**

I Governi partecipanti alla presente convenzione,

Considerato che l'Ufficio idrografico internazionale è stato creato nel giugno 1921 al fine di contribuire a rendere la navigazione più facile e più sicura in tutto il mondo perfezionando le carte marine e i documenti nautici;

Desiderosi di perseguire su base intergovernativa la loro cooperazione in materia idrografica;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Con la presente convenzione si crea una Organizzazione idrografica internazionale, qui appresso denominata Organizzazione, la cui sede si trova a Monaco.

Articolo II

L'Organizzazione ha carattere consultivo e puramente tecnico. Scopo dell'Organizzazione è di assicurare:

(*a*) Il coordinamento delle attività degli uffici idrografici nazionali;

(*b*) La maggiore uniformità possibile nelle carte e nei documenti nautici;

(*c*) L'adozione di metodi sicuri ed efficienti per l'esecuzione e l'utilizzazione dei rilevamenti idrografici;

(*d*) Lo sviluppo delle scienze nel campo della idrografia, e delle tecniche impiegate per i rilevamenti oceanografici.

Articolo III

Membri dell'Organizzazione sono i Governi partecipanti alla presente convenzione.

Articolo IV

L'Organizzazione comprende:

— La Conferenza idrografica internazionale, qui di seguito denominata Conferenza;

— L'Ufficio idrografico internazionale, qui di seguito denominato l'Ufficio, amministrato dal Comitato direttivo.

Articolo V

Le funzioni della Conferenza sono:

(*a*) impartire direttive generali sul funzionamento e il lavoro dell'Organizzazione;

(*b*) procedere all'elezione dei membri del Comitato direttivo e del suo Presidente;

(*c*) esaminare le relazioni presentate dall'Ufficio;

(*d*) prendere decisioni su tutte le proposte di carattere tecnico o amministrativo, presentate dai Governi membri o dall'Ufficio;

(*e*) approvare il bilancio a maggioranza dei due terzi dei Governi membri rappresentati alla Conferenza;

(*f*) adottare, a maggioranza di due terzi dei Governi membri, le modifiche al regolamento generale e al regolamento finanziario;

(*g*) adottare, con la maggioranza prevista al paragrafo precedente, ogni altro regolamento specifico che risulti necessario, in particolare circa lo *status* dei direttori e del personale dell'Ufficio.

Articolo VI

1. La Conferenza è composta dai rappresentanti dei Governi membri. Essa si riunirà in sessione ordinaria ogni cinque anni. Una sessione straordinaria della Conferenza può avere luogo su richiesta di un Governo membro o dell'Ufficio, previa approvazione della maggioranza dei Governi membri.

2. La Conferenza è convocata dall'Ufficio con un preavviso di almeno sei mesi. Un ordine del giorno provvisorio viene allegato alla convocazione.

3. La Conferenza elegge il suo Presidente e il Vice-Presidente.

4. Ogni Governo membro dispone di un voto. Tuttavia, per la votazione sulle questioni di cui all'articolo V (*b*), ogni Governo membro dispone di un numero di voti determinato in base ad una scala stabilita in relazione al tonnellaggio delle sue flotte.

5. Le decisioni della Conferenza vengono prese a maggioranza semplice dai Governi membri, rappresentati alla Conferenza, salvo nei casi in cui la presente convenzione stabilisca altrimenti. Qualora il numero dei voti favorevoli sia uguale a quello dei voti contrari, il Presidente della Conferenza ha facoltà di prendere una decisione. Nel caso di risoluzioni da inserire nel repertorio delle risoluzioni tecniche, la maggioranza deve comprendere in ogni caso i voti favorevoli di almeno un terzo dei Governi membri.

6. Nel periodo intersessionale della Conferenza l'Ufficio può consultare i Governi membri per corrispondenza su questioni concernenti il funzionamento tecnico dell'Organizzazione. La procedura di voto sarà conforme alle disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo, calcolando in questo caso la maggioranza sulla base della totalità dei membri della Organizzazione.

7. La Conferenza costituisce le proprie commissioni, compresa la commissione finanziaria menzionata all'articolo VII.

Articolo VII

1. Il controllo della gestione finanziaria dell'Organizzazione è esercitato da una commissione finanziaria in cui ogni Governo membro può esser rappresentato da un delegato.

2. La commissione si riunisce durante le sessioni della Conferenza. Essa può riunirsi in sessione straordinaria.

Articolo VIII

Per la realizzazione degli obiettivi definiti all'articolo II, l'Ufficio si occuperà principalmente di:

(*a*) assicurare un legame stretto e permanente tra gli uffici idrografici nazionali;

(*b*) studiare ogni questione attinente all'idrografia e alle scienze e tecniche ad essa collegate, e raccogliere i documenti necessari;

(*c*) promuovere lo scambio di carte e documenti nautici tra i servizi idrografici dei Governi membri;

(*d*) provvedere alla diffusione dei documenti utili;

(*e*) dare pareri e consigli qualora richiesti, in particolare a quei Paesi impegnati a creare o a potenziare i loro servizi idrografici;

(*f*) incoraggiare il coordinamento dei rilevamenti idrografici con le attività oceanografiche attinenti;

(*g*) estendere e facilitare l'applicazione delle conoscenze oceanografiche nell'interesse dei navigatori;

(*h*) cooperare con le organizzazioni internazionali e le istituzioni scientifiche aventi obiettivi attinenti.

Articolo IX

L'Ufficio è composto dal Comitato direttivo e dal personale tecnico ed amministrativo necessario all'Organizzazione.

Articolo X

1. Il Comitato direttivo amministra l'Ufficio conformemente alle disposizioni della presente convenzione e dei suoi regolamenti e alle direttive date dalla Conferenza.

2. Il Comitato direttivo si compone di tre membri di nazionalità differente designati dalla Conferenza, che elegge poi uno di essi alla carica di Presidente del Comitato. Il mandato del Comitato direttivo è di cinque anni. Se un posto di direttore si rende vacante nell'intervallo tra le due conferenze, si può fare un'elezione per corrispondenza, come previsto dal regolamento generale.

3. Il Presidente del Comitato direttivo rappresenta l'Organizzazione.

Articolo XI

Le modalità di funzionamento della Organizzazione sono definite dal regolamento generale e dal regolamento finanziario, che sono annessi alla presente convenzione ma non ne costituiscono parte integrante.

Articolo XII

Le lingue ufficiali dell'Organizzazione sono l'inglese e il francese.

Articolo XIII

L'Organizzazione possiede personalità giuridica. Nel territorio di ciascuno dei suoi membri essa gode, previo accordo con il Governo membro interessato, di quei privilegi ed immunità che si rendono necessari per l'esercizio delle sue funzioni e per il raggiungimento dei suoi obiettivi.

Articolo XIV

Le spese necessarie per il funzionamento dell'Organizzazione sono coperte da:

(*a*) i contributi annui ordinari dei Governi membri secondo una scala basata sul tonnellaggio delle loro flotte;

(*b*) le donazioni, lasciti, sovvenzioni e altre fonti, con l'approvazione del comitato finanziario.

Articolo XV

A qualsiasi Governo membro che sia in ritardo di due anni nel versamento dei suoi contributi saranno negati tutti i diritti e i benefici accordati ai Governi membri dalla convenzione e dai regolamenti fino a che non abbia pagato i contributi pendenti.

Articolo XVI

Il bilancio dell'Organizzazione è redatto dal Comitato direttivo, esaminato dal comitato finanziario e approvato dalla Conferenza.

Articolo XVII

Qualsiasi controversia concernente l'interpretazione o l'applicazione della presente convenzione, che non sia stata risolta attraverso negoziati o con i buoni uffici del Comitato direttivo, dovrà, a richiesta di una delle parti interessate alla controversia, essere sottoposta ad un arbitro designato dal Presidente della Corte internazionale di giustizia.

Articolo XVIII

1. La presente convenzione sarà aperta a Monaco il 3 maggio 1967 e successivamente alla Legazione del Principato di Monaco in Parigi dal 1° giugno al 31 dicembre 1967, alla firma di ogni Governo che partecipi ai lavori dell'Ufficio il 3 maggio 1967.

2. I Governi menzionati nel paragrafo 1 di cui sopra possono diventare parti alla presente Convenzione:

(*a*) mediante firma senza riserva di ratifica o di approvazione, o

(*b*) mediante firma con riserva di ratifica o di approvazione e mediante successivo deposito di uno strumento di ratifica o di approvazione.

3. Gli strumenti di ratifica o di approvazione devono essere consegnati alla Legazione del Principato di Monaco a Parigi per essere depositati negli archivi del Governo del Principato di Monaco.

4. Il Governo del Principato di Monaco informerà i Governi menzionati nel paragrafo 1 di cui sopra e il Presidente del Comitato direttivo, di ogni firma e di ogni deposito di uno strumento di ratifica o di approvazione.

Articolo XIX

1. La presente convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui ventotto Governi saranno diventati parti, conformemente alle disposizioni dell'articolo XVIII, paragrafo 2.

2. Il Governo del Principato di Monaco notificherà questa data a tutti i Governi firmatari e al Presidente del Comitato direttivo.

Articolo XX

Dopo essere entrata in vigore, la presente convenzione sarà aperta all'adesione del Governo di qualsiasi Stato marittimo che ne faccia domanda al Governo del Principato di Monaco specificando il tonnellaggio delle sue flotte, e la cui ammissione sia approvata da due terzi dei Governi membri. Tale approvazione sarà notificata dal Governo del Principato di Monaco al Governo interessato. La convenzione entrerà in vigore, per quel Governo, alla data in cui esso abbia depositato gli strumenti di adesione presso il Governo del Principato di Monaco che informerà i Governi membri e il Presidente del Comitato direttivo.

Articolo XXI

1. Qualsiasi parte contraente può proporre emendamenti alla presente convenzione.

2. Le proposte di emendamento saranno prese in esame dalla Conferenza che si pronuncerà su di esse con una maggioranza dei due terzi dei Governi membri rappresentati alla Conferenza. Allorchè un emendamento proposto sia stato approvato dalla Conferenza, il Presidente del Comitato direttivo chiederà al Governo del Principato di Monaco di sottometterlo a tutte le Parti contraenti.

3. L'emendamento entrerà in vigore per tutte le Parti contraenti tre mesi dopo che le notifiche di approvazione da parte dei due terzi delle Parti contraenti siano state ricevute dal Governo del Principato di Monaco. Quest'ultimo informerà del fatto le Parti contraenti e il Presidente del Comitato direttivo, specificando la data d'entrata in vigore dell'emendamento.

Articolo XXII

1. Alla scadenza di un periodo di cinque anni dopo la sua entrata in vigore, la presente convenzione può essere denunciata da qualsiasi Parte contraente con un preavviso di almeno un anno, per mezzo di una notifica indirizzata al Governo del Principato di Monaco. La denuncia diverrà effettiva il primo gennaio successivo alla scadenza del preavviso e comporterà la rinuncia da parte del Governo interessato a tutti i diritti e benefici derivanti dalla sua qualità di membro dell'Organizzazione.

2. Il Governo del Principato di Monaco informerà le Parti contraenti e il Presidente del Comitato direttivo di qualsiasi notifica di denuncia ricevuta.

Articolo XXIII

Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, essa sarà registrata dal Governo del Principato di Monaco presso il Segretariato delle Nazioni Unite, conformemente all'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a Monaco il 3 maggio 1967, in unico esemplare nelle lingue inglese e francese, i due testi facenti ugualmente fede; detto esemplare sarà depositato negli archivi del Governo del Principato di Monaco, che ne trasmetterà copie certificate a tutti i Governi firmatari ed aderenti e al Presidente del Comitato direttivo.

(*Seguono le firme*)

## REGOLAMENTO GENERALE

Articolo 1

L'Organizzazione ha carattere consultivo. Non ha alcuna autorità sugli uffici idrografici dei Governi partecipanti alla convenzione.

Articolo 2

Le attività dell'Organizzazione sono di natura scientifica o tecnica e non comprendono argomenti riguardanti la politica internazionale.

### CONFERENZA IDROGRAFICA INTERNAZIONALE

Articolo 3

La Conferenza idrografica internazionale si riunisce in sessione ordinaria ogni cinque anni nella sede della Organizzazione alla data fissata al termine della sessione precedente.

Articolo 4

La Conferenza idrografica internazionale è preparata e organizzata dall'Ufficio.

Articolo 5

Ogni Governo membro può essere rappresentato alla Conferenza da uno o più delegati, uno dei quali dovrebbe essere preferibilmente il capo dell'ufficio idrografico nazionale. Le spese di viaggio e di soggiorno dei delegati sono a carico dei loro rispettivi Governi.

Articolo 6

Il Comitato direttivo è autorizzato ad invitare osservatori da:

(*a*) Governi che non siano Parti contraenti della convenzione: uno o due osservatori ciascuno, se proposti da un Governo membro o dal Comitato direttivo e con riserva dell'approvazione di due terzi dei Governi membri.

(*b*) Organizzazioni internazionali le cui attività sono connesse a quelle dell'Ufficio: uno o in caso eccezionale due osservatori ciascuna. Una lista di tali Organizzazioni sarà presentata dal Comitato direttivo ai Governi membri, così che essi possano sollevare obiezioni o proporre delle aggiunte.

(*c*) Organizzazioni nazionali dei Governi membri che hanno avuto o possano avere occasione di collaborare con l'Ufficio, alle condizioni prescritte nel paragrafo precedente.

Articolo 7

Le lingue di lavoro della Conferenza sono l'inglese, il francese e lo spagnolo.

Articolo 8

(*a*) La Conferenza esamina le relazioni dell'Ufficio relative al lavoro da esso svolto dalla Conferenza precedente. Tali relazioni sono sottoposte dall'Ufficio ai Governi membri almeno due mesi prima della Conferenza.

(*b*) Vengono designate delle commissioni al fine di esaminare le relazioni. Le conclusioni delle commissioni sono sottoposte all'apposita sessione plenaria della Conferenza.

Articolo 9

(*a*) Dodici mesi prima dell'apertura della Conferenza, l'Ufficio inviterà i rappresentanti dei Governi membri a sottoporre le proposte che essi desiderano discutere alla Conferenza. Queste proposte, come pure quelle presentate dall'Ufficio, dovranno esser fatte conoscere a tutti i Governi membri per lo meno otto mesi prima dell'apertura della Conferenza.

(*b*) Le proposte presentate oltre detta data saranno accettate solo se firmate dai rappresentanti di almeno tre Governi membri.

(*c*) Possono essere presentate delle proposte anche nel corso della Conferenza. Esse devono essere firmate da tre delegazioni e sottoposte al Presidente della Conferenza; esse non possono essere discusse che dopo un minimo di ventiquattro ore dal loro annuncio ufficiale.

Articolo 10

(*a*) Salvo specifica diversa decisione della Conferenza idrografica internazionale ordinaria, le suddette regole di procedura vengono applicate alle sessioni straordinarie.

(*b*) I delegati dei Governi alle sessioni straordinarie sono scelti, per quanto è possibile, in base alle questioni che ivi si discuteranno.

### COMMISSIONE FINANZIARIA

Articolo 11

(*a*) Nel periodo intersessionale della Conferenza, la commissione finanziaria può riunirsi in sessione straordinaria su richiesta di tre Governi o del Comitato diret-

tivo. Il Comitato direttivo può altresì consultare la commissione finanziaria per corrispondenza.

(*b*) Le date di riunione della commissione finanziaria sono stabilite dal suo presidente d'accordo con il Comitato direttivo.

(*c*) Il presidente della commissione finanziaria è eletto per cinque anni dalla Conferenza.

Articolo 12

Nel corso della sessione ordinaria la commissione:

— esamina e approva la contabilità amministrativa del periodo finanziario precedente;

— esamina il bilancio del periodo finanziario successivo e lo sottopone alla Conferenza.

Articolo 13

Le decisioni della commissione sono adottate a maggioranza dei due terzi dei membri presenti. Ogni delegato dispone di un voto.

Articolo 14

La contabilità è verificata annualmente da un revisore esterno designato dalla commissione.

UFFICIO IDROGRAFICO INTERNAZIONALE

Articolo 15

In conformità con le disposizioni dell'articolo VIII della convenzione, l'Ufficio intraprende le attività scientifiche e tecniche necessarie alla realizzazione degli obiettivi dell'Organizzazione.

Articolo 16

Ogni Governo membro, per le sue relazioni con l'Ufficio designerà un rappresentante ufficiale, preferibilmente il capo del proprio servizio idrografico.

Articolo 17

L'Ufficio si tiene in stretto contatto con gli uffici idrografici dei Governi membri. Esso può anche corrispondere con organizzazioni scientifiche affini di Governi membri, purchè ne informi il rappresentante ufficiale del Governo interessato (articolo 16 più sopra). Inoltre, esso può corrispondere con organi similari di altri Governi e con organizzazioni internazionali.

Articolo 18

L'Ufficio porta a conoscenza degli uffici idrografici, o altri competenti uffici dei Governi membri, qualsiasi lavoro idrografico che abbia un carattere internazionale e quei problemi di interesse generale che possa essere utile studiare o intraprendere. L'Ufficio si adopera per la soluzione di detti problemi o per lo svolgimento di detto lavoro chiedendo la necessaria collaborazione fra i Governi membri.

Articolo 19

Per permettere all'Ufficio di realizzare i propri obiettivi, gli uffici idrografici dei Governi membri invieranno copie delle loro nuove pubblicazioni e le nuove edizioni delle loro carte, nonchè lavori o documenti pubblicati da loro o da altri uffici del loro Paese, che possano interessare.

Articolo 20

L'Ufficio deve soddisfare, per quanto possibile, a tutte le richieste d'informazioni o di consigli connesse al suo lavoro, provenienti dai rappresentanti dei Governi membri. Le questioni che possono essere trattate direttamente fra due uffici idrografici nazionali non devono di norma essere sottoposte all'Ufficio.

Articolo 21

L'Ufficio deve pubblicare e diramare le pubblicazioni citate negli articoli 32 e 35, nonchè qualsiasi altro documento richiesto dalla Conferenza.

Articolo 22

Nelle loro comunicazioni con l'Ufficio, i rappresentanti dei Governi membri possono servirsi di lingue diverse da quelle ufficiali dell'Organizzazione, ma l'Ufficio non sarà ritenuto responsabile di qualsiasi ritardo o interpretazione erronea che possano derivarne.

COMITATO DIRETTIVO

Articolo 23

(*a*) Il Comitato direttivo amministra l'Ufficio, in conformità con le disposizioni della convenzione e del suo regolamento, e con le direttive date dalla Conferenza.

(*b*) Esso è responsabile dello svolgimento da parte dell'Ufficio degli incarichi scientifici e tecnici che gli vengono affidati.

Articolo 24

Nell'intervallo tra due conferenze, qualora non siano stabilite appropriate disposizioni nella convenzione o nel regolamento, il Comitato adotta quelle decisioni amministrative o tecniche che possano rendersi necessarie, con la riserva che esse siano sottoposte alla Conferenza successiva.

Articolo 25

(*a*) Se il Comitato ritiene che un problema debba essere sottoposto ai Governi membri per essere risolto, invierà una lettera circolare ai loro rappresentanti, in conformità con l'articolo VI (6) della convenzione, chiedendo loro di far conoscere all'Ufficio il parere dei loro rispettivi Governi.

(*b*) In caso di parità di voti favorevoli o contrari, la questione deve essere deferita alla Conferenza successiva.

Articolo 26

Se le circostanze non consentono l'osservanza della procedura prescritta dal regolamento, il Comitato adotta le decisioni necessarie e ne rende immediatamente conto ai Governi membri.

Articolo 27

(*a*) I direttori sono eletti per un periodo di cinque anni, in conformità con gli articoli da 36 a 47.

(*b*) I direttori sono rieleggibili per un secondo periodo di cinque anni.

(*c*) Ogni candidato, nell'anno della sua elezione o rielezione, deve essere di età inferiore ai sessantasei anni.

(*d*) Quando un direttore viene eletto per coprire una vacanza verificatasi fra due conferenze, il suo incarico avrà termine alla stessa data di quella che sarebbe stata la scadenza dell'incarico del suo predecessore se egli fosse rimasto in carica.

Articolo 28

Le funzioni del Comitato direttivo avranno termine l'ultimo giorno del terzo mese seguente a quello in cui il nuovo Comitato direttivo è stato eletto.

Articolo 29

Un direttore che, durante il suo incarico, sia stato nell'impossibilità di esercitare le sue funzioni per sei mesi consecutivi, oppure per un totale di dodici mesi non consecutivi, cesserà automaticamente dall'incarico di direttore.

Articolo 30

Ogni direttore ha la particolare responsabilità di una o più branche di lavoro dell'Ufficio, ma il Comitato delibera su tutte le questioni importanti. Se soltanto due direttori sono presenti a una riunione del Comitato e una decisione non può essere rinviata a una riunione plenaria, prevale il parere del Presidente o del Presidente facente funzione.

Articolo 31

Il personale dell'Ufficio è posto sotto il controllo del Comitato direttivo. Esso è composto di assistenti e impiegati tecnici e amministrativi. Il personale è assunto dal Comitato a seconda delle necessità.

PUBBLICAZIONI

Articolo 32

All'inizio di ogni anno l'Ufficio pubblica un rapporto sulle sue attività.

Articolo 33

(*a*) L'Ufficio dirama un annuario che fornisce tutte le necessarie informazioni sugli uffici idrografici dei Governi membri e, nella misura in cui tali informazioni possono essere ottenute, su quelli di altri Governi.

(*b*) L'annuario comprende gli indirizzi dei rappresentanti ufficiali designati in conformità con l'articolo 16, e le seguenti informazioni:

(i) una lista dei Governi che hanno partecipato ai lavori dell'Ufficio fra la data della sua creazione e la data dall'entrata in vigore della convenzione;

(ii) una lista dei Governi membri;

(iii) una lista dei Governi che hanno denunciato la convenzione ai termini dell'articolo XXII;

(iv) una tabella del tonnellaggio delle flotte dei Governi membri;

(v) una tabella indicante le quote (finanziarie), i contributi e il numero dei voti dei Governi membri.

Articolo 34

(*a*) L'Ufficio emana due pubblicazioni periodiche: la Rivista idrografica internazionale e il Bollettino idrografico internazionale.

(*b*) La Rivista idrografica internazionale contiene articoli sull'idrografia e scienze e tecniche connesse, nonché su tutti gli altri argomenti di interesse generale per l'Organizzazione e per i vari uffici idrografici.

(*c*) Il Bollettino idrografico internazionale esce più frequentemente della Rivista, e contiene argomenti di attualità e informazioni di carattere temporaneo o urgente.

Tale pubblicazione contiene anche informazioni sul lavoro espletato o progettato dai Membri.

Articolo 35

L'Ufficio emana speciali pubblicazioni su argomenti tecnici che possano interessare gli uffici idrografici.

ELEZIONI

Articolo 36

I direttori sono eletti dalla Conferenza in base alle disposizioni degli articoli V (*b*), VI (4) e X (2) della convenzione. L'elezione avrà luogo a scrutinio segreto alla fine della Conferenza.

Articolo 37

(*a*) Per l'elezione dei direttori, ogni Governo membro dispone di due voti; quei Governi che hanno una flotta di 100.000 tonnellate o più, hanno diritto a voti supplementari assegnati in base alla seguente scala:

| Tonnellaggio lordo | Voti supplementari |
|---|---|
| 100.000 - 499.999 | 1 |
| 500.000 - 1.999.999 | 2 |
| 2.000.000 - 7.999.999 | 3 |
| 8.000.000 - e oltre | 4 |

(*b*) Le valutazioni del tonnellaggio sono fatte in conformità con l'articolo 5 del regolamento finanziario.

Articolo 38

Ciascun Governo membro può designare uno o più candidati che possono avere la nazionalità di una qualsiasi delle Parti contraenti. Se possibile, le candidature devono pervenire all'Ufficio almeno tre mesi prima dello inizio della Conferenza. La lista dei candidati sarà chiusa dieci giorni prima dell'inizio della Conferenza.

Articolo 39

Ogni candidato deve avere una notevole esperienza di mare e possedere un'estesa conoscenza pratica in materia di navigazione e di idrografia. In sede di elezioni, deve essere presa in considerazione soltanto la capacità tecnica e amministrativa dei candidati. Non è loro richiesto il possesso di alcun particolare rango o posizione.

Articolo 40

Ogni designazione di candidatura deve essere accompagnata da una nota indicante le qualificazioni del candidato al posto considerato. Per facilitare l'esame selettivo delle qualificazioni dei candidati, il loro stato di servizio deve essere compilato in modo uniforme come segue:

*Generalità*

1. Nome.
2. Nazionalità.
3. Data di nascita.
4. Titoli e decorazioni.

*Titoli di studio e promozioni*

5. Studi (durata, compresi i titoli speciali o le specializzazioni).
6. Lingue (conoscenza parlata e scritta).
7. Promozioni.

*Servizio*

8. Servizio idrografico.
   (*a*) Servizio prestato a bordo (durata e incarichi).
   (*b*) Servizio a terra (durata e incarichi).
9. Servizio non-idrografico.
   (*a*) Servizio prestato a bordo (durata e incarichi).
   (*b*) Servizio a terra (durata e incarichi).

*Attività scientifiche*

10. Pubblicazioni.
11. Lavoro di ricerca e premi.
12. Società scientifiche (delle quali è membro, in passato e attualmente).

*Informazioni supplementari*

(Firma del candidato e dell'autorità che inoltra la nomina).

Articolo 41

(*a*) I nominativi dei candidati, con il loro stato di servizio, saranno pubblicati dal Comitato direttivo non appena ricevuti.

(*b*) L'Ufficio collazionerà le liste dei nomi proposti e le presenterà, insieme con gli stati di servizio, a ciascuna delegazione all'apertura della Conferenza.

Articolo 42

(*a*) Per esprimere i loro voti per l'elezione dei membri del Comitato direttivo, le delegazioni devono iscrivere su un numero di schede di voto, pari al numero di voti al quale ognuna di esse ha diritto, i nomi dei soli tre candidati che esse desiderano eleggere.

(*b*) I tre candidati iscritti in ciascuna scheda di voto devono essere di nazionalità differente.

(*c*) Tutte le schede di voto non compilate in stretta conformità con i paragrafi (*a*) e (*b*) saranno annullate.

Articolo 43

(*a*) I tre candidati di nazionalità differente che abbiano ottenuto il più alto numero di voti saranno considerati eletti.

(*b*) Nel caso in cui due o più candidati ottengano lo stesso numero di voti e si renda quindi impossibile coprire i tre posti secondo le condizioni previste al paragrafo precedente, sarà tenuto un nuovo scrutinio per stabilire la rispettiva posizione soltanto di quei candidati che hanno ottenuto un eguale numero di voti.

Articolo 44

(*a*) Dopo l'elezione dei tre direttori, sarà tenuto uno scrutinio separato per eleggere uno di loro Presidente del Comitato direttivo. A tal fine, le delegazioni iscriveranno sul numero di schede di voto loro assegnate il nome del direttore che desiderano eleggere Presidente.

(*b*) Il numero di voti effettivamente ottenuto da ciascun direttore determinerà la priorità secondo la quale essi possono essere chiamati a sostituire il Presidente eletto.

(*c*) Nel caso di parità di voti, sarà tenuto un secondo scrutinio per stabilire le posizioni rispettive dei direttori che hanno ottenuto lo stesso numero di voti.

Articolo 45

Al termine delle operazioni di voto, il Presidente della Conferenza inviterà i direttori neo eletti ad assumere le loro funzioni il primo giorno del quarto mese successivo a quello della loro elezione.

Articolo 46

(*a*) Se un posto di direttore si rende vacante durante il periodo fra due conferenze e più di due anni prima che si riunisca la successiva Conferenza, il Comitato direttivo procederà a un'elezione straordinaria per corrispondenza per coprire tale vacanza.

(*b*) In questo caso, l'Ufficio invita i Governi membri a inviare una lista di candidati in conformità con gli articoli da 38 a 40. Alla recezione di tali liste, l'elezione avrà luogo con procedura strettamente analoga a quella prevista dagli articoli da 41 a 43.

(*c*) Espletata la procedura sopra menzionata, il Comitato notifica immediatamente ai Governi membri il risultato dello scrutinio e invita il direttore eletto ad assumere le sue funzioni.

Articolo 47

Un direttore eletto per coprire una vacanza prenderà posto dopo i due altri direttori.

## REGOLAMENTO FINANZIARIO

Articolo 1

L'amministrazione finanziaria dell'Ufficio è effettuata in conformità con le disposizioni degli articoli V, VII, XIV e XVI della convenzione e degli articoli da 11 a 14 del regolamento generale.

BILANCIO ORDINARIO

Articolo 2

(*a*) Il bilancio è stabilito per cinque anni e calcolato sulla base del franco oro adottato dalla convenzione monetaria internazionale del 1885; precisamente, 1 franco oro = 0,290 322 58 gr. o 0,009 334 086 5 once troy di oro puro.

(*b*) L'anno finanziario dell'Ufficio coincide con quello del calendario gregoriano.

Articolo 3

Nella presentazione del bilancio non sono ammesse compensazioni fra entrate e uscite.

Articolo 4

I contributi annui dei Governi partecipanti alla convenzione devono essere basati sullo standard del franco oro, definito nell'articolo 2 e devono essere versati nei conti bancari dell'Ufficio. Tali contributi sono stabiliti dalle norme seguenti:

(*a*) Ogni Governo sottoscrive due parti di 2.000 franchi oro ciascuna;

(*b*) Quei Governi che hanno una flotta di 100.000 tonnellate lorde o più, verseranno delle parti supplementari in conformità con la seguente scala:

| Tonnellaggio lordo | Parti supplementari (di 2.000 franchi oro ciascuna) |
|---|---|
| — | — |
| 100.000 - 249.999 | 1 |
| 250.000 - 454.999 | 2 |
| 455.000 - 719.999 | 3 |
| 720.000 - 1.049.999 | 4 |
| 1.050.000 - 1.449.999 | 5 |
| 1.450.000 - 1.924.999 | 6 |
| 1.925.000 - 2.479.999 | 7 |
| 2.480.000 - 3.119.999 | 8 |
| 3.120.000 - 3.849.999 | 9 |
| 3.850.000 - 4.674.999 | 10 |
| 4.675.000 - 5.599.999 | 11 |
| 5.600.000 - 6.629.999 | 12 |
| 6.630.000 - 7.769.999 | 13 |
| 7.770.000 - 9.024.999 | 14 |
| 9.025.000 - 10.399.999 | 15 |
| 10.400.000 - 11.899.999 | 16 |
| 11.900.000 - 13.529.999 | 17 |
| 13.530.000 - 15.294.999 | 18 |
| 15.295.000 - 17.199.999 | 19 |
| 17.200.000 - 19.249.999 | 20 |
| 19.250.000 - 21.449.999 | 21 |
| 21.450.000 - 23.804.999 | 22 |
| 23.805.000 - 26.319.999 | 23 |
| 26.320.000 - 28.999.999 | 24 |
| 29.000.000 - e oltre | 25 (massimo) |

Articolo 5

Per l'applicazione della convenzione e dei suoi regolamenti, l'ammontare del tonnellaggio dei Governi membri sarà ottenuto addizionando ai 6/7 del tonnellaggio di dislocamento delle navi da guerra, il tonnellaggio lordo di tutte le altre navi superiori alle 100 tonnellate.

Articolo 6

(*a*) La tabella del tonnellaggio che stabilisce i contributi dei Governi sara aggiornata dal Comitato direttivo prima di ogni Conferenza ordinaria. Dodici mesi prima della Conferenza, l'Ufficio chiederà ai Governi di fornire l'ammontare del loro tonnellaggio calcolato alla data del 1° gennaio dell'anno precedente quello della Conferenza. Sei mesi prima della Conferenza, l'Ufficio distribuirà ai Governi una tabella revisionata dei tonnellaggi.

(*b*) La tabella del tonnellaggio e quella delle quote (finanziarie), contributi e voti saranno sottoposte alla approvazione della Conferenza, ed entreranno in vigore il 1° gennaio dell'anno successivo a quello della Conferenza. Salvo quanto disposto nei paragrafi (*c*) e (*d*) più sotto, dette tabelle rimarranno in vigore fino al 31 dicembre dell'anno della Conferenza successiva.

(*c*) Quando un Governo desidera aderire alla convenzione, dovrà dichiarare l'ammontare del tonnellaggio delle sue flotte. Il Comitato direttivo inserirà tale ammontare nella tabella del tonnellaggio non appena l'adesione diviene effettiva.

(*d*) Un Governo che desideri modificare la cifra del suo tonnellaggio quale appare nella tabella, deve dare notifica del tonnellaggio modificato almeno 6 mesi prima dell'inizio del successivo anno finanziario.

Articolo 7

Il Principato di Monaco gode di un trattamento speciale. In considerazione del fatto che fornisce gratuitamente gli stabili all'Ufficio, non paga alcun contributo ma mantiene il suo diritto di voto.

Articolo 8

Il Comitato direttivo compila il bilancio di previsione e lo invia ai Governi membri affinché possa essere esaminato da parte del comitato finanziario, almeno tre mesi prima della sessione del comitato finanziario.

Articolo 9

Il Comitato direttivo provvede all'entrata in vigore del bilancio. Salve le disposizioni dell'articolo 11, il Comitato direttivo assicura che le spese e gli impegni di spesa siano conformi alle previsioni di bilancio.

Articolo 10

Trasferimenti di credito da un capitolo a un altro richiedono l'autorizzazione del comitato finanziario.

Articolo 11

Dopo la chiusura del periodo finanziario corrispondente a un bilancio, non può essere assunto alcun nuovo impegno finanziario riferentesi al bilancio stesso. Impegni in sospeso possono essere estinti per un ulteriore periodo di tre mesi.

TESORERIA - CAPITALE SOCIALE

Articolo 12

Tutti i fondi dell'Ufficio sono sotto il controllo del Comitato direttivo. Nessuna spesa eccedente i 1.000 franchi oro può essere contratta senza la preventiva approvazione di uno dei membri del Comitato direttivo. Pagamenti eccedenti i 10.000 franchi oro richiedono l'approvazione preventiva dell'intero Comitato.

Articolo 13

(*a*) I contributi annui dei Governi al bilancio ordinario, nella misura specificata nell'articolo 4, devono essere corrisposti il 1° gennaio dell'anno finanziario corrispondente. Il versamento deve essere effettuato puntualmente.

(*b*) Il tasso di scambio da applicarsi è quello vigente alla data della spedizione del contributo: tale data deve essere immediatamente notificata all'Ufficio.

Articolo 14

Un Governo che acceda alla convenzione sarà tenuto a pagare il suo contributo per quell'anno soltanto se la sua adesione entra in effetto prima del 1° luglio. Se la sua adesione entra in effetto a quella data o dopo, sarà tenuto a versare soltanto la metà del suo contributo.

Articolo 15

I contributi non versati appariranno in una tabella allegata al rapporto relativo all'amministrazione finanziaria che viene sottoposto al comitato finanziario da parte del Comitato direttivo.

### Articolo 16

La sospensione dei diritti di un Governo membro in applicazione alle disposizioni dell'articolo XV della convenzione viene notificata dal Comitato direttivo al Governo interessato alla data del 1° luglio, o poco dopo, dell'anno in cui dovrebbe essere corrisposto un terzo contributo annuo. Qualsiasi Governo membro così privato dei suoi diritti di membro, rimane debitore verso l'Ufficio dei contributi relativi a due anni non versati al momento della sospensione.

### Articolo 17

(*a*) A qualsiasi Governo membro che paghi soltanto parte dei suoi contributi vengono concessi due anni di dilazione per saldare il debito, a partire dal primo avviso dato dall'Ufficio. Al termine di tale periodo i suoi diritti e benefici di membro saranno sospesi fino a che non sarà stata versata la somma dovuta.

(*b*) La sospensione dei diritti ai sensi del paragrafo (*a*) più sopra diverrà effettiva il 1° luglio dell'anno in cui ha termine il periodo dei due anni.

### Articolo 18

Per assicurare la stabilità finanziaria dell'Ufficio, e per evitare ogni difficoltà di bilancio, l'Ufficio avrà a sua disposizione un capitale circolante, il cui ammontare corrisponde, all'inizio di ogni anno, a non meno della metà del totale dei contributi annui dei Governi membri.

## FONDO DI RISERVA

### Articolo 19

L'Ufficio avrà a sua disposizione un fondo di riserva, il cui ammontare sarà stabilito dalla Conferenza. Tale fondo è destinato esclusivamente a mettere in grado l'Organizzazione di far fronte a spese straordinarie. Sarà utilizzato soltanto in circostanze straordinarie.

## CONTROLLO

### Articolo 20

Ogni anno il Comitato direttivo sottopone ai Governi membri un rapporto sulla gestione finanziaria relativa all'anno finanziario precedente. Al tempo stesso, il Comitato direttivo fornisce informazioni sul valore dei beni mobili e immobili dell'Organizzazione.

### Articolo 21

Il revisore esterno nominato ai sensi dell'articolo 14 del regolamento generale assicura che le spese siano confacenti e conformi alle direttive date dalla Conferenza e che esse siano correttamente contabilizzate. Tale revisione può essere espletata in qualsiasi momento.

## SCIOGLIMENTO

### Articolo 22

In caso di scioglimento, la rimanenza dei fondi della Organizzazione sarà diviso fra i Governi che sono ancora parti della convenzione il giorno in cui quest'ultima cessa di avere effetto. L'ammontare dei crediti sarà diviso fra quei Governi in proporzione all'ammontare totale dei loro contributi a decorrere dal 1921. L'ammontare dei debiti sarà diviso fra quei Governi in proporzione al loro ultimo contributo annuo.

## DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 28 dicembre 1973.

**Sostituzione di un membro del collegio dei revisori dei conti del Consiglio nazionale delle ricerche.**

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 15 del decreto legislativo luogotenenziale 1° marzo 1945, n. 82;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 12 novembre 1970, concernente la nomina del dott. Walter Pelosi, quale membro scelto dal Presidente del Consiglio dei Ministri, a componente il collegio dei revisori dei conti del Consiglio nazionale delle ricerche, per la durata di un quadriennio;

Ritenuto che occorre procedere alla sostituzione del dott. Walter Pelosi, nominato prefetto di Varese;

Decreta:

Il dott. Giuseppe Reale, dirigente generale-prefetto, in servizio presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri, è nominato, quale membro scelto dal Presidente del Consiglio dei Ministri, componente del collegio dei revisori dei conti del Consiglio nazionale delle ricerche, per la rimanente durata del quadriennio in corso.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

RUMOR

(221)

## DECRETO MINISTERIALE 19 dicembre 1973.

**Modalità di trasporto su strada di 1,1-difluoroetilene in recipienti di capacità fino a 1000 litri.**

IL MINISTRO
PER I TRASPORTI E L'AVIAZIONE CIVILE

Visto l'art. 2 della legge 10 luglio 1970, n. 579;

Ritenuta l'opportunità di stabilire le modalità per il trasporto su strada di 1,1-difluoroetilene in recipienti di capacità fino a 1000 litri;

Considerato che tale gas risulta già ammesso al trasporto ai sensi dell'art. 1 della legge sopra citata;

Considerato peraltro che il gas in questione non figura nell'elenco dei gas previsti dal regolamento approvato con decreto ministeriale 12 settembre 1925 e che pertanto non sono stabiliti, nella vigente regolamentazione nazionale i corrispondenti valori del grado di riempimento e della pressione di prova dei recipienti;

Sentito il parere della commissione permanente per le prescrizioni sui recipienti per gas compressi;

Decreta:

L'1,1-difluoroetilene può essere ammesso al trasporto su strada in recipienti di capacità fino a 1000 litri, per i quali si adotti una pressione di prova non inferiore a 250 kg/cmq. ed un grado di riempimento non superiore a 0,77 kg/litro di capacità del recipiente.

Roma, addì 19 dicembre 1973

*Il Ministro*: PRETI

(286)

DECRETO MINISTERIALE 19 dicembre 1973.

**Sostituzione del vice presidente in seno alla commissione regionale per la manodopera agricola della Basilicata.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modificazioni, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, che prevede la istituzione delle commissioni regionali per la manodopera agricola;

Visto il decreto ministeriale del 15 marzo 1971, con il quale è stata costituita la commissione regionale per la manodopera agricola della Basilicata;

Vista la nota 3413 del 26 novembre 1973 dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Potenza, con cui si comunica che il dott. Mario Minervino, vice direttore del suddetto ufficio e vice presidente della commissione regionale per la manodopera agricola è stato trasferito ad altra sede e sostituito, nel primo incarico, con il sig. Vito Martino;

Decreta:

Il sig. Vito Martino, vice direttore dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Potenza è nominato vice presidente della commissione regionale per la manodopera agricola della Basilicata, con l'incarico di sostituire il presidente in caso di assenza, al posto del dott. Mario Minervino, trasferito ad altra sede.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 19 dicembre 1973

p. *Il Ministro*: DEL NERO

(243)

DECRETO MINISTERIALE 20 dicembre 1973.

**Sostituzione del presidente e del vice presidente della commissione regionale per la manodopera agricola del Lazio.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modificazioni, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, che prevede la istituzione delle commissioni regionali per la manodopera agricola;

Visto il decreto ministeriale del 15 marzo 1971, con il quale è stata costituita la commissione regionale per la manodopera agricola del Lazio;

Vista la nota n. 2/7485 dell'8 ottobre 1973 dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma, con la quale viene chiesta la sostituzione dei dottori Ubaldo Foresio e Giuseppe Zappavigna, rispettivamente presidente e vice presidente del suddetto organo collegiale, perché collocati in quiescenza, con il dottor Gaetano Crea ed il dott. Barbaro Sambataro;

Decreta:

Il dott. Gaetano Crea ed il dott. Barbaro Sambataro sono nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della commissione regionale per la manodopera agricola del Lazio, in sostituzione dei dottori Ubaldo Foresio e Giuseppe Zappavigna collocati in quiescenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 dicembre 1973

p. *Il Ministro*: DEL NERO

(244)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1973.

**Determinazione ai fini previdenziali dei salari medi per l'anno 1973 dei lavoratori agricoli della provincia di Avellino.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 28 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1968, n. 488, prorogato dall'art. 8, sub articolo unico, della legge 8 agosto 1972, n. 459;

Visti gli articoli 3, 8, 20 e 25 della legge 8 agosto 1972, n. 457;

Viste le retribuzioni risultanti dal contratto collettivo di lavoro provinciale stipulato per le categorie dei salariati fissi e dei braccianti;

Sentita la commissione centrale di cui all'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1945, n. 75;

Ritenuta la necessità di provvedere a determinare per l'anno 1973, ai fini delle citate disposizioni di legge, le retribuzioni medie giornaliere dei lavoratori agricoli sulla base del contratto collettivo di lavoro stipulato dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Le retribuzioni medie giornaliere da valere per l'anno 1973 nella provincia di Avellino ai fini delle citate disposizioni di legge, sono le seguenti:

| | | |
|---|---|---|
| Braccianti | L. | 4.683 |
| Salariati fissi: | | |
| comuni | » | 3.685 |
| qualificati | » | 4.037 |
| specializzati | » | 4.388 |

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

*Il Ministro*: BERTOLDI

(240)

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1973.

**Determinazione ai fini previdenziali dei salari medi per l'anno 1973 dei lavoratori agricoli della provincia di Siracusa.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 28 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1968, n. 488, prorogato dall'art. 8, sub articolo unico, della legge 8 agosto 1972, n. 459;

Visti gli articoli 3, 8, 20 e 25 della legge 8 agosto 1972, n. 457;

Viste le retribuzioni risultanti dal contratto collettivo di lavoro provinciale stipulato per le categorie dei salariati fissi e dei braccianti;

Sentita la commissione centrale di cui all'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1945, n. 75;

Ritenuta la necessità di provvedere a determinare per l'anno 1973, ai fini delle citate disposizioni di legge, le retribuzioni medie giornaliere dei lavoratori agricoli sulla base del contratto collettivo di lavoro stipulato dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Le retribuzioni medie giornaliere da valere per l'anno 1973 nella provincia di Siracusa ai fini delle citate disposizioni di legge, sono le seguenti:

Braccianti . . . . . . L. 4.741

Salariati fissi:

comuni . . . . » 3.165
qualificati . . . . » 3.504
specializzati . . . . . . . » 3.843

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

*Il Ministro*: BERTOLDI

**(230)**

---

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1973.

**Determinazione ai fini previdenziali dei salari medi per l'anno 1973 dei lavoratori agricoli della provincia di Ancona.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 28 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1968, n. 488, prorogato dall'art. 8, sub articolo unico, della legge 8 agosto 1972, n. 459;

Visti gli articoli 3, 8, 20 e 25 della legge 8 agosto 1972, n. 457;

Viste le retribuzioni risultanti dal contratto collettivo di lavoro provinciale stipulato per le categorie dei salariati fissi e dei braccianti;

Sentita la commissione centrale di cui all'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1945, n. 75;

Ritenuta la necessità di provvedere a determinare per l'anno 1973, ai fini delle citate disposizioni di legge, le retribuzioni medie giornaliere dei lavoratori agricoli sulla base del contratto collettivo di lavoro stipulato dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Le retribuzioni medie giornaliere da valere per l'anno 1973 nella provincia di Ancona ai fini delle citate disposizioni di legge, sono le seguenti:

Braccianti . . . . . . . . L. 4.250

Salariati fissi:

comuni . . . . . . . . . . » 3.303
qualificati . . . . . . . . . . . . » 3.672
specializzati . . . . . . . . . . . » 4.050

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

*Il Ministro*: BERTOLDI

**(242)**

---

DECRETO MINISTERIALE 28 dicembre 1973.

**Determinazione ai fini previdenziali dei salari medi per l'anno 1973 dei lavoratori agricoli della provincia di Sassari.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 28 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1968, n. 488, prorogato dall'art. 8, sub articolo unico, della legge 8 agosto 1972, n. 459;

Visti gli articoli 3, 8, 20 e 25 della legge 8 agosto 1972, n. 457;

Viste le retribuzioni risultanti dal contratto collettivo di lavoro provinciale stipulato per le categorie dei salariati fissi e dei braccianti;

Sentita la commissione centrale di cui all'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1945, n. 75;

Ritenuta la necessità di provvedere a determinare per l'anno 1973, ai fini delle citate disposizioni di legge, le retribuzioni medie giornaliere dei lavoratori agricoli sulla base del contratto collettivo di lavoro stipulato dalle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Le retribuzioni medie giornaliere da valere per l'anno 1973 nella provincia di Sassari ai fini delle citate disposizioni di legge, sono le seguenti:

Braccianti . . . . L. 4.703

Salariati fissi:

comuni . . . . . . . . . . . . » 3.466
qualificati . . . . . . . . . . . » 3.922
specializzati . . . . . . . . . . . » 4.317

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

*Il Ministro*: BERTOLDI

**(232)**

---

DECRETO MINISTERIALE 8 gennaio 1974.

**Approvazione dei modelli per la dichiarazione annuale dell'imposta sul valore aggiunto.**

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, con il quale viene istituita l'imposta sul valore aggiunto;

Visto l'art. 28 del citato decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633;

Decreta:

*Articolo unico*

Sono approvati gli annessi modelli, concernenti la dichiarazione annuale dell'imposta sul valore aggiunto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 8 gennaio 1974

*Il Ministro*: COLOMBO

MODULARIO F. Tasse - 299

Mod. I.V.A. 11

# MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE PERIFERICA DELLE TASSE
E DELLE IMPOSTE INDIRETTE SUGLI AFFARI

UFFICIO I.V.A.

di ....................

## DICHIARAZIONE ANNUALE IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

REGIME NORMALE (1)

| PARTITA I.V.A. |
| --- |
| CODICE FISCALE |

ANNO 197

| DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME | | |
| --- | --- | --- |
| VIA E NUMERO CIVICO | LOCALITÀ | C.A.P. |
| ATTIVITÀ ESERCITATA | | |

(1) Rientrano nel regime normale i contribuenti che effettuano la detrazione dell'imposta nel modo normale.
Il modello vale, pertanto, per i seguenti soggetti

(barrare così [x] il quadratino della voce che interessa)

1 ☐ contribuenti con volume d'affari annuo superiore a 80 milioni di lire,

2 ☐ contribuenti con volume d'affari annuo superiore a 21 milioni ma non superiore a 80 milioni di lire;

3 ☐ contribuenti (forfetari) con volume d'affari annuo superiore a 5 milioni ma non superiore a 21 milioni di lire che intendono optare per la determinazione dell'imposta nel modo normale, ai sensi dell'art. 33, ultimo comma;

4 ☐ produttori agricoli o pescatori con volume d'affari annuo superiore a 5 milioni ma non superiore a 80 milioni di lire che intendono optare per l'applicazione della detrazione nel modo normale, ai sensi dell'art 34, 3° comma;

5 ☐ produttori agricoli o pescatori con volume d'affari annuo superiore a 80 milioni di lire che intendono optare per l'applicazione della detrazione nel modo normale, ai sensi dell'art. 34, 3° comma.

PARTE RISERVATA ALL'UFFICIO

UFFICIO I.V.A. DI .................................... PARTITA N. ....................

DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME ....................................

....................................................................................................

Il presente talloncino serve di ricevuta dell'avvenuta presentazione della dichiarazione I.V.A. relativa all'anno 197........ e di quietanza del tributo versato per l'importo sottoindicato.

TIMBRO A CALENDARIO

IL CASSIERE

....................................

| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| --- | --- | --- | --- |
| | | | |

## QUADRO 1 - AMMONTARE DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA CALCOLO DELL'I.V.A. DOVUTA

| | IMPONIBILE | ALIQUOTA | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare delle operazioni imponibili (1), registrate nell'anno ai sensi degli artt. 23 e/o 24, distinto per aliquota d'imposta al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte | ▲ + | ▲ 1,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 3,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 6,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 9,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 12,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 18,00 % | + |
| (1) I contribuenti forfetari che optano per il regime normale, nonché i commercianti al minuto e gli altri contribuenti di cui all'art. 22 devono indicare come ammontare imponibile, quello dei corrispettivi diminuiti a norma del 4° comma dell'art. 27 | ▲ + | ▲ ........... % | + |
| | ▲ + | ▲ ........... % | + |
| **A** **Totale** imponibile | ▲ = | | |
| **B** **Totale** imposta . . . . . . . . . . | | | ▲ = + |
| **C** Importo dell'I.V.A. indicata in fattura in misura superiore a quella reale (art. 21, 7° comma) in ordine alla quale non è stata effettuata la variazione a norma dell'art. 26, 3° comma . . . . . . . . . . | | | ▲ +- |
| **D** Totale arrotondamenti d'imposta . . . . . . . . . . | | | ▲ + |
| **E** I.V.A. dovuta (B + C + D) . . . . . . . . . . | | | ▲ = |

## QUADRO 2. - AMMONTARE DEGLI ACQUISTI E DELLE IMPORTAZIONI, PER I QUALI E AMMESSA LA DETRAZIONE DELL'I.V.A., DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA

| | ALIQUOTA | IMPONIBILE | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare degli acquisti e delle importazioni, per i quali l'I.V.A. è stata detratta nei mesi di competenza, registrati nell'anno ai sensi dell'art. 25, distinto per aliquota d'imposta al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26, 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte. | 1,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | 3,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | 6,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | 9,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | 12,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | 18,00 % | ▲ + | ▲ + |
| | ..........% | ▲ + | ▲ + |
| | ..........% | ▲ + | ▲ + |
| A Totale imponibile . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | ▲ .......... = | |
| B Totale imposta . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | | = ▲ .......... + |
| C Ammontare dell'I.V.A. non detratta nei mesi di competenza e detraibile in sede di dichiarazione annuale (art. 27, ultimo comma) . . . . . . . . . . . . | | | ▲ .......... + |
| D Totale imposta assolta sugli acquisti e sulle importazioni (B + C) . . . . . . . . | | | ▲ .......... = |

## QUADRO 3. - DETERMINAZIONE DEL VOLUME D'AFFARI E DELLA PERCENTUALE RELATIVA ALLE OPERAZIONI ESENTI

| | | |
|---|---|---|
| A | Ammontare delle operazioni imponibili registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . | ▲ .......... + |
| B | Ammontare delle operazioni non imponibili, di cui all'art. 21, 6° comma, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ▲ .......... + |
| C | Ammontare delle operazioni esenti, di cui al 1° comma dell'art. 10, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ▲ .......... + |
| D | Ammontare delle operazioni, di cui all'art. 17, 2° comma, registrate nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . . . . | ▲ .......... − |
| E | Volume d'affari annuo (A + B + C − D) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ▲ .......... = |
| F | Percentuale relativa alle operazioni esenti $\left(\frac{C}{E} \times 100\right)$ . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ▲ .......... % |

## QUADRO 4. - CALCOLO DELL'I.V.A. AMMESSA IN DETRAZIONE

**PARTE I** RISERVATA AI CONTRIBUENTI CHE HANNO EFFETTUATO NELL'ANNO PRESTAZIONI DI SERVIZI ESENTI DA IMPOSTA PER UN AMMONTARE DI RICAVI SUPERIORE AL CINQUE PER CENTO DEL VOLUME DI AFFARI (V. LETTERA F, QUADRO 3)

| | | | |
|---|---|---|---|
| **A** Ammontare degli acquisti o importazioni dei beni e dei servizi utilizzati per effettuare prestazioni di servizi esenti . . . . . . . . . . . . . . . | | ........ + | |
| **B** Importo dell'I.V.A. relativa alle operazioni di cui alla precedente lettera A . . . . . . . . . . . . . | | | ........ + |
| **C** Ammontare degli acquisti o importazioni dei beni e dei servizi utilizzati promiscuamente in operazioni imponibili ed esenti . . . . . . . . . . . . . | | ........ + | |
| **D** Importo dell'I.V.A. relativa alle operazioni di cui alla precedente lettera C . . . . . . . . . . . . . | ........ | | |
| **E** Percentuale relativa alle operazioni esenti (lettera F, quadro 3) . . . . . . . . . . . . . . . | ........ % | | |
| **F** Importo dell'I.V.A. non ammessa in detrazione in relazione alle operazioni di cui alla lettera C $\left(D \times \frac{E}{100}\right)$ | | | ........ + |
| **G** **Totale** (A + C) . . . . . . . . . . . . . . . | | ........ = | |
| **H** **Totale** I.V.A. non ammessa in detrazione (B + F) . | | | ........ = |
| **I** **Totale** netto I.V.A. ammessa in detrazione (lettera D, quadro 2 - lettera H, quadro 4) . . . . . . . . | | | ........ |

**PARTE II.** - RISERVATA AI CONTRIBUENTI DI CUI AL 3° COMMA DELL'ART. 19 PER I QUALI LA QUOTA DELL'I.V.A. NON AMMESSA IN DETRAZIONE È DETERMINATA CON DECRETO MINISTERIALE

| | |
|---|---|
| **L** I.V.A. detraibile (lettera D, quadro 2) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ........ + |
| **M** Percentuale dell'I.V.A. non ammessa in detrazione stabilita dal decreto ministeriale ........ % | |
| **N** I.V.A. non ammessa in detrazione $\left(L \times \frac{M}{100}\right)$ . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ........ − |
| **O** **Totale** netto I.V.A. ammessa in detrazione (L − N) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ........ = |

## QUADRO 5. - CALCOLO DELL'I.G.E., RELATIVA AGLI INVESTIMENTI E ALLE SCORTE, E DELL'IMPOSTA DI FABBRICAZIONE SUI FILATI AMMESSE IN DETRAZIONE

| | | |
|---|---|---|
| A | Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, e dell'imposta di fabbricazione sui filati effettivamente detratto, a norma degli artt. 82, 83, 85 e 87, con le dichiarazioni mensili o trimestrali | ▲ .......... + |
| B | Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma dell'art. 85, 3° comma . . . . . . . . . . | ▲ .......... + |
| C | Importo complessivo dell'imposta di fabbricazione sui filati, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma degli artt. 87 e 85, 3° comma . . . . . . . . . . | ▲ .......... + |
| D | Totale (A + B + C) . . . . . . . . . . | ▲ .......... = |
| E | Credito dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, e dell'imposta di fabbricazione sui filati risultante dall'ultima dichiarazione mensile o trimestrale dell'anno . . . . . . . . . . | ▲ .......... |
| F | Differenza a credito (E − B − C) (da riportare nella prima dichiarazione mensile o trimestrale successiva) . . . . . . . . . . | ▲ .......... |

## QUADRO 6. - RISERVATO AI CONTRIBUENTI CHE HANNO REALIZZATO UN VOLUME D'AFFARI ANNUO SUPERIORE A 5 MILIONI MA NON SUPERIORE A 21 MILIONI DI LIRE E CHE OPTANO PER LA DETERMINAZIONE DELL'IMPOSTA NEL MODO NORMALE, AI SENSI DELL'ART. 33, ULTIMO COMMA

| | |
|---|---|
| Ammontare dei corrispettivi non riscossi . . . . . . . . . . | ▲ .......... |

**QUADRO 7** - RIEPILOGO DELLE SOMME VERSATE NELL'ANNO A TITOLO D'IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

VERSAMENTI ESEGUITI CONTESTUALMENTE ALLA PRESENTAZIONE DELLE DICHIARAZIONI MENSILI O TRIMESTRALI

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | | ESTREMI DELLA QUIETANZA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|---|
| MESE | TRIMESTRE | DATA | NUMERO | |
| Gennaio | 1° | | | |
| Febbraio | | | | |
| Marzo | | | | |
| Aprile | 2° | | | |
| Maggio | | | | |
| Giugno | | | | |
| Luglio | 3° | | | |
| Agosto | | | | |
| Settembre | | | | |
| Ottobre | 4° | | | |
| Novembre | | | | |
| Dicembre | | | | |

A Totale versamenti . . . . . . . . A ..........

EVENTUALI VERSAMENTI INTEGRATIVI D'IMPOSTA, ESCLUSI INTERESSI, SOPRATTASSE, ECC., RELATIVI ALLE DICHIARAZIONI MENSILI O TRIMESTRALI PRESENTATE NELL'ANNO

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | | ESTREMI DELLA BOLLETTA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|---|
| MESE | TRIMESTRE | DATA | NUMERO | |
| Gennaio | 1° | | | |
| Febbraio | | | | |
| Marzo | | | | |
| Aprile | 2° | | | |
| Maggio | | | | |
| Giugno | | | | |
| Luglio | 3° | | | |
| Agosto | | | | |
| Settembre | | | | |
| Ottobre | 4° | | | |
| Novembre | | | | |
| Dicembre | | | | |

B **Totale** versamenti . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . A ..........

C **Totale** generale versamenti (A+B) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . A ..........

## QUADRO 8. - LIQUIDAZIONE DELL'IMPOSTA

| | | | |
|---|---|---|---|
| A | I.V.A. dovuta (quadro 1, lettera E) . . . . . . . . . . . . . . . . | | ............ + |
| B | I.V.A. detraibile ai sensi dell'art. 19 (quadro 2, lettera D oppure quadro 4, lettera I o lettera O) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | ............ + | |
| C | Credito risultante dalla dichiarazione annuale precedente (art. 30, 2° comma) di cui non sia stato richiesto il rimborso . . . . . . . . . | ▲ ............ + | |
| D | Importo dell'I.G.E detratta a norma dell'art. 77 (per le operazioni dipendenti da rapporti in corso al 31 dicembre 1972) . . . . . . . . | ▲ ............ + | |
| E | Importo dell'I.G.E. e dell'imposta di fabbricazione sui filati detraibile a norma degli artt. 82, 83 e 87 (quadro 5, lettera D) . . . . . . . . | ............ + | |
| F | Totale generale dei versamenti eseguiti nell'anno (quadro 7, lettera C) | ............ + | |
| G | Totale (B + C + D + E + F) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | = | ............ − |
| H | I.V.A. da versare (A − G, se A è maggiore di G) . . . . . . . . . . oppure | | ▲ ............ = |
| I | Credito d'imposta (G − A, se G è maggiore di A) . . . . . . . . . | | ▲ ............ = |

PARTE RISERVATA AI SOGGETTI ESONERATI DAGLI OBBLIGHI DI DICHIARAZIONE E VERSAMENTI TRIMESTRALI AI SENSI DELL'ART 32 CHE HANNO SUPERATO NEL CORSO DELL ANNO IL LIMITE DI ESONERO DI 5 MILIONI ED HANNO REALIZZATO UN VOLUME D'AFFARI NON SUPERIORE A 21 MILIONI DI LIRE

Il versamento dell'imposta liquidata in complessive lire ....................
viene effettuato contestualmente ed in unica soluzione ovvero in 4 rate uguali con scadenza:

1ª Rata di lire .................... contestualmente alla presentazione della dichiarazione;
2ª Rata di lire .................... entro il mese di giugno;
3ª Rata di lire .................... entro il mese di settembre;
4ª Rata di lire .................... entro il mese di dicembre.

La presente dichiarazione è redatta in conformità delle disposizioni recate dal D. P. R. 26 ottobre 1972, n. 633, e contiene tutti gli elementi di calcolo desunti dai registri contabili di cui agli artt. 23, 24 e 25, per la determinazione del debito o credito d'imposta dell'anno.

Il versamento contestuale di lire .................... viene effettuato in contanti ovvero con ....................
(estremi dell'assegno circolare
.................................................... •
non trasferibile o dei titoli di credito bancari o postali a copertura garantita)

Il sottoscritto, a norma del 2° comma dell'art. 30, chiede che il credito d'imposta risultante dalla presente dichiarazione sia RIMBORSATO oppure COMPUTATO IN DETRAZIONE NELLA PRIMA DICHIARAZIONE DELL'ANNO SUCCESSIVO (cancellare la dizione che non interessa).

DATA ....................  FIRMA ....................

| SPAZIO RISERVATO ALL'UFFICIO | | | |
|---|---|---|---|
| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| | | | |

## AVVERTENZE

La **dichiarazione,** sottoscritta dal contribuente o da un suo rappresentante legale o negoziale, deve essere presentata **all'ufficio** provinciale dell'imposta sul valore aggiunto competente per territorio, il quale, anche se non richiesto deve rilasciare ricevuta. La dichiarazione può anche essere spedita all'ufficio a mezzo di lettera raccomandata e, in questo caso, si considera presentata nel giorno in cui è consegnata all'ufficio postale, che deve apporre il timbro a calendario anche sulla dichiarazione. La prova della presentazione della dichiarazione — che dai protocolli, registri ed atti dell'ufficio non risulti pervenuta — non può essere data che mediante la ricevuta dell'ufficio o la ricevuta della raccomandata.

L'imposta che risulta dovuta all'Erario sulla dichiarazione annuale deve essere versata in unica soluzione contemporaneamente alla presentazione della dichiarazione (art. 30).

Il versamento può essere effettuato, oltre che in contanti presso l'ufficio dell'imposta sul valore aggiunto, mediante assegni circolari non trasferibili intestati al predetto ufficio, mediante altri titoli di credito bancari o postali a copertura garantita, ovvero mediante buoni d'imposta. Se la dichiarazione è spedita a mezzo posta, il versamento deve essere eseguito esclusivamente mediante assegni circolari o postali non trasferibili (art. 38, primo comma).

---

# ALL'UFFICIO
# IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO
# DI

.................................................

---

MODULARIO F - Tasse - 400

Mod. I.V.A. 11 *bis*

# MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE PERIFERICA DELLE TASSE E DELLE IMPOSTE INDIRETTE SUGLI AFFARI

UFFICIO I.V.A.

di ..................................

## DICHIARAZIONE ANNUALE IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

REGIME FORFETARIO (1)

| PARTITA I.V.A. |
| --- |
| CODICE FISCALE |

ANNO 197..........

| DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME | | |
| --- | --- | --- |
| VIA E NUMERO CIVICO | LOCALITÀ | C.A.P. |
| ATTIVITÀ ESERCITATA | | |

(1) Rientrano nel regime forfetario i contribuenti che effettuano la detrazione dell'imposta, anzichè nell'effettiva misura determinata a norma dell'art. 19 del D. P. R. 26 ottobre 1972, n. 633, in misura forfetaria pari alla metà dell'imposta dovuta in ragione dei corrispettivi riscossi.

Il modello vale, pertanto, per i seguenti soggetti:

**(barrare così ☒ il quadratino della voce che interessa)**

6 ☐ Contribuenti forfetari che hanno realizzato nell'anno cui la dichiarazione si riferisce un volume d'affari superiore a 5 milioni ma non superiore a 21 milioni di lire.

7 ☐ Produttori agricoli o pescatori che hanno realizzato nell'anno cui la dichiarazione si riferisce un volume d'affari superiore a 5 milioni ma non superiore a 21 milioni di lire e che intendono optare, ai sensi dell'art. 34, 3° comma, per il regime forfetario.

---

PARTE RISERVATA ALL'UFFICIO

UFFICIO I.V.A. DI .................................................... PARTITA N. ....................................

DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME ............................................

Il presente talloncino serve di ricevuta dell'avvenuta presentazione della dichiarazione I.V.A. relativa all'anno 197........ e di quietanza del tributo versato per l'importo sottoindicato.

TIMBRO A CALENDARIO

**IL CASSIERE**

| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| --- | --- | --- | --- |
| | | | |

## QUADRO 1 - DETERMINAZIONE DEL VOLUME D'AFFARI

| | |
|---|---|
| **A** Ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni imponibili registrati o soggetti a registrazione nell'anno a norma dell'art. 24 diminuiti delle percentuali di cui all'art. 27, 4° comma, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ ........ + |
| **B** Ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni non imponibili di cui all'art. 21, 6° comma registrati o soggetti a registrazione nell'anno a norma dell'art. 24 al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ ........ + |
| **C** Ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni esenti di cui all'art. 10, 1° comma registrati o soggetti a registrazione nell'anno a norma dell'art. 24 al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ ........ + |
| **D** Ammontare complessivo delle operazioni di cui all'art. 17, 2° comma registrate nell'anno a norma dell'art. 24 diminuito delle percentuali di cui all'art. 27, 4° comma, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ ........ − |
| **E** Volume d'affari annuo (A + B + C − D) | ▲ ........ = |

## QUADRO 2 - DETERMINAZIONE DELL'AMMONTARE DEI CORRISPETTIVI DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI AL NETTO DELL'ABBATTIMENTO

| | |
|---|---|
| **A** Ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni imponibili registrati nell'anno a norma dell'art. 24 diminuiti delle percentuali di cui all'art. 27, 4° comma, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ ........ + |
| **B** Abbattimento sull'imponibile annuale (21.000.000 − lett. A) × $\frac{5}{16}$ . . . . . . . . . | ▲ ........ − |
| **C** Ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni imponibili al netto dell'abbattimento (A − B) | ▲ ........ = |

*NOTA.* - Nella determinazione dell'ammontare complessivo dei corrispettivi devono essere computati anche i corrispettivi — comprensivi d'imposta — delle operazioni effettuate con emissione di fattura, comprese quelle relative ad immobili e beni strumentali e quelle indicate nell'art. 17, 2° comma.

## QUADRO 3. – CALCOLO DELL'I.V.A. DOVUTA

**PARTE I** - RISERVATA AI CONTRIBUENTI CHE HANNO EFFETTUATO NELL ANNO OPERAZIONI IMPONIBILI SOGGETTE ALL'IMPOSTA CON ALIQUOTA UNICA

| | AMMONTARE COMPLESSIVO DEI CORRISPETTIVI DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI AL NETTO DELL ABBATTIMENTO (LETTERA C QUADRO 2) | ALIQUOTA | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| | | ▲ ......... % | |
| ▲ I.V A dovuta . . . . . . . . . . | | | ▲ . . ...... ......... ...... . .......... |

**PARTE II**. - RISERVATA AI CONTRIBUENTI CHE HANNO EFFETTUATO NELL ANNO OPERAZIONI IMPONIBILI SOGGETTE ALL'IMPOSTA CON ALIQUOTE DIVERSE

**B** Percentuale dell'abbattimento in relazione all'ammontare complessivo dei corrispettivi delle operazioni imponibili di cui alla lett. A, quadro 2 $\left(\frac{\text{lettera B, quadro 2}}{\text{lettera A, quadro 2}} \times 100\right)$ ...... .. %

**C** Complemento a 100 della percentuale di cui alla lettera B (100 – B) ▲ ............ %

| AMMONTARE DEI CORRISPETTIVI DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI DI CUI ALLA LETTERA A, QUADRO 2, DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA Col. 1 | PERCENTUALE LETTERA C Col. 2 | AMMONTARE DEI CORRISPETTIVI DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI AL NETTO DELL'ABBATTIMENTO $\left(\frac{\text{col. 1} \times \text{col. 2}}{100}\right)$ Col. 3 | ALIQUOTA D'IMPOSTA Col. 4 | IMPOSTA Col. 5 |
|---|---|---|---|---|
| ▲ + | | + | ▲ 1,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ 3,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ 6,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ 9,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ 12,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ 18,00 % | + |
| ▲ + | | + | ▲ ............% | + |
| ▲ + | | + | ▲ ............% | + |
| ▲ ..................... = | | ▲ ..................... = | | |
| **Totale (lettera A, quadro 2)** | | **Totale** | | |
| **D** Totale I.V.A. dovuta . . . . . . . . . . | | | | ▲ ..................... = |

## QUADRO 4. - AMMONTARE DEGLI ACQUISTI E DELLE IMPORTAZIONI, DISTINTO PER ALIQUOTA, E DELLE RELATIVE IMPOSTE

| | ALIQUOTA | IMPONIBILE | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare degli acquisti e delle importazioni, registrati nell'anno ai sensi dell'art. 25, distinto per aliquota d'imposta, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma ed ammontare delle relative imposte. | 1,00 % | + | + |
| | 3,00 % | + | + |
| | 6,00 % | + | + |
| | 9,00 % | + | + |
| | 12,00 % | + | + |
| | 18,00 % | + | + |
| | ......... % | + | + |
| | ......... % | + | + |
| A Totale imponibile . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | = | |
| B Totale imposta . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | | = |

## QUADRO 5. CALCOLO DELL'I.G.E., RELATIVA AGLI INVESTIMENTI E ALLE SCORTE, E DELL'IMPOSTA DI FABBRICAZIONE SUI FILATI AMMESSE IN DETRAZIONE

| | |
|---|---|
| A Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, e dell'imposta di fabbricazione sui filati effettivamente detratto, a norma degli artt. 82, 83, 85 e 87, con le dichiarazioni trimestrali . . | + |
| B Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma dell'art. 85, 3° comma . . . . . . . . . . . . . . . . | + |
| C Importo complessivo dell'imposta di fabbricazione sui filati, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma degli artt. 87 e 85, 3° comma | + |
| D Totale (A + B + C) . . . . . . . . . . . . . . . . | = |
| E Credito dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, e dell'imposta di fabbricazione sui filati risultante dall'ultima dichiarazione trimestrale dell'anno . . . . . . . . . . | |
| F Credito da riportare nella prima dichiarazione trimestrale successiva . . . . . . . . . . | |

## QUADRO 6.

| | |
|---|---|
| Ammontare dei corrispettivi non riscossi . . . . . . . . . . . . . . . . | |

## QUADRO 7. - RIEPILOGO DELLE SOMME VERSATE NELL'ANNO A TITOLO D'IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

VERSAMENTI ESEGUITI CONTESTUALMENTE ALLA PRESENTAZIONE DELLE DICHIARAZIONI TRIMESTRALI

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | ESTREMI DELLA QUIETANZA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|
| | DATA | NUMERO | |
| 1° Trimestre | | | |
| 2° Trimestre | | | |
| 3° Trimestre | | | |
| A Totale versamenti | | | ▲ |

EVENTUALI VERSAMENTI INTEGRATIVI D'IMPOSTA, ESCLUSI INTERESSI, SOPRATTASSE, ECC..., RELATIVI ALLE DICHIARAZIONI TRIMESTRALI PRESENTATE NELL'ANNO

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | ESTREMI DELLA BOLLETTA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|
| | DATA | NUMERO | |
| 1° Trimestre | | | |
| 2° Trimestre | | | |
| 3° Trimestre | | | |
| B Totale versamenti | | | ▲ |
| C Totale generale versamenti (A + B) | | | ▲ |

## QUADRO 8 - LIQUIDAZIONE DELL'IMPOSTA

| | | | |
|---|---|---|---|
| A | I.V.A. dovuta (quadro 3, lettera A oppure lettera D) | | + |
| B | I.V.A. detraibile in via forfetaria (pari alla metà dell'importo di cui alla lettera A) | + | |
| C | Credito risultante dalla dichiarazione annuale precedente (art. 30, 2° comma) di cui non sia stato richiesto il rimborso | ▲ + | |
| D | Importo dell'I.G.E. detratta a norma dell'art. 77 (per le operazioni dipendenti da rapporti in corso al 31 dicembre 1972) | ▲ + | |
| E | Importo dell'I.G.E. e dell'imposta di fabbricazione sui filati detraibile a norma degli artt. 82, 83 e 87 (quadro 5, lettera D) | + | |
| F | Totale generale dei versamenti eseguiti nell'anno (quadro 7, lettera C) | + | |
| G | Totale (B + C + D + E + F) | = | − |
| H | I.V.A. da versare (A − G, se A è maggiore di G) oppure | | ▲ = |
| I | Credito d'imposta (G − A, se G è maggiore di A) | | ▲ = |

PARTE RISERVATA AI SOGGETTI ESONERATI DAGLI OBBLIGHI DI DICHIARAZIONE E VERSAMENTO TRIMESTRALI AI SENSI DELL'ART. 32 CHE HANNO SUPERATO NEL CORSO DELL'ANNO IL LIMITE DI ESONERO DI 5 MILIONI ED HANNO REALIZZATO UN VOLUME D'AFFARI NON SUPERIORE A 21 MILIONI DI LIRE

Il versamento dell'imposta liquidata in complessive lire ...........
viene effettuato contestualmente ed in unica soluzione, ovvero in 4 rate uguali con scadenza:

1ª Rata di lire ........... contestualmente alla presentazione della dichiarazione;
2ª Rata di lire ........... entro il mese di giugno;
3ª Rata di lire ........... entro il mese di settembre;
4ª Rata di lire ........... entro il mese di dicembre.

La presente dichiarazione è redatta in conformità delle disposizioni recate dal D. P. R. 26 ottobre 1972, n. 633, e contiene tutti gli elementi di calcolo desunti dai registri contabili, di cui agli artt. 23, 24 e 25, per la determinazione del debito o credito d'imposta dell'anno.

Il versamento contestuale di lire ........... viene effettuato in contanti ovvero con ........... (estremi dell'assegno circolare non trasferibile o dei titoli di credito bancari o postali a copertura garantita)

Il sottoscritto, a norma dell'art. 30, 2° comma, chiede che il credito d'imposta risultante dalla presente dichiarazione sia [RIMBORSATO] oppure [COMPUTATO IN DETRAZIONE NELLA PRIMA DICHIARAZIONE DELL'ANNO SUCCESSIVO] (cancellare la dizione che non interessa).

DATA

FIRMA

| SPAZIO RISERVATO ALL'UFFICIO | | | |
|---|---|---|---|
| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| | | | |

## AVVERTENZE

La dichiarazione, sottoscritta dal contribuente o da un suo rappresentante legale o negoziale, deve essere presentata all'ufficio provinciale dell'imposta sul valore aggiunto competente per territorio, il quale, anche se non richiesto deve rilasciare ricevuta. La dichiarazione può anche essere spedita all'ufficio a mezzo di lettera raccomandata e, in questo caso, si considera presentata nel giorno in cui è consegnata all'ufficio postale, che deve apporre il timbro a calendario anche sulla dichiarazione. La prova della presentazione della dichiarazione — che dai protocolli, registri ed atti dell'ufficio non risulti pervenuta — non può essere data che mediante la ricevuta dell'ufficio o la ricevuta della raccomandata.

L'imposta che risulta dovuta all'Erario sulla dichiarazione annuale deve essere versata in unica soluzione contemporaneamente alla presentazione della dichiarazione (art. 30).

Il versamento può essere effettuato, oltre che in contanti presso l'ufficio dell'imposta sul valore aggiunto, mediante assegni circolari non trasferibili intestati al predetto ufficio, mediante altri titoli di credito bancari o postali a copertura garantita, ovvero mediante buoni d'imposta. Se la dichiarazione è spedita a mezzo posta, il versamento deve essere eseguito esclusivamente mediante assegni circolari o postali non trasferibili (art. 38, primo comma).

---

ALL'UFFICIO

IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

DI

____________________

---

*(colore verde chiaro)*

MODULARIO
F - Tasse - 401

Mod. I V.A. 11 ter

# MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE PERIFERICA DELLE TASSE
E DELLE IMPOSTE INDIRETTE SUGLI AFFARI

UFFICIO I.V.A.

di ....................................

## DICHIARAZIONE ANNUALE IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

**REGIME SPECIALE PER L'AGRICOLTURA E LA PESCA (1)**

| PARTITA I.V.A. |
| --- |
| CODICE FISCALE |

ANNO 197 ........

| DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME | | |
| --- | --- | --- |
| VIA E NUMERO CIVICO | LOCALITÀ | C.A.P. |
| ATTIVITÀ ESERCITATA | | |

(1) Rientrano nel regime speciale per l'agricoltura e la pesca i contribuenti che effettuano esclusivamente cessioni di prodotti agricoli e ittici, elencati nella 1ª parte della tabella A allegata al D. P. R. 26 ottobre 1972, n. 633, ovvero effettuano, oltre a tali cessioni, anche altre operazioni imponibili.

Il modello vale, pertanto, per i produttori agricoli o pescatori, comprese le cooperative tra essi costituite e relativi consorzi, che hanno realizzato nell'anno cui la dichiarazione si riferisce il seguente volume d'affari:

**(barrare così ☒ il quadratino della voce che interessa)**

8 ☐ superiore a 80 milioni di lire;

9 ☐ superiore a 5 milioni ma non superiore a 80 milioni di lire.

PARTE RISERVATA ALL'UFFICIO

UFFICIO I.V.A. DI .................................................... PARTITA N. ..............................

DITTA, DENOMINAZIONE O RAGIONE SOCIALE oppure COGNOME E NOME ..............................................

..........................................................................................................

Il presente talloncino serve di ricevuta dell'avvenuta presentazione della dichiarazione I.V.A. relativa all'anno 197........ e di quietanza del tributo versato per l'importo sottoindicato.

TIMBRO A CALENDARIO

IL CASSIERE

..........................................

| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| --- | --- | --- | --- |
| | | | |

**SEZIONE I. - PRODUTTORI AGRICOLI O PESCATORI, COMPRESE LE COOPERATIVE TRA ESSI COSTITUITE E RELATIVI CONSORZI, CHE ESERCITANO ESCLUSIVAMENTE UNA ATTIVITÀ AGRICOLA O ITTICA**

**QUADRO 1. - AMMONTARE IMPONIBILE DELLE CESSIONI DI BENI DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA CALCOLO DELL'I.V.A. DOVUTA.**

| | IMPONIBILE | ALIQUOTA | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare imponibile delle cessioni di beni di cui alla 1ª parte della tabella A allegata al D.P.R. n. 633, registrate nell'anno ai sensi degli artt. 23 e/o 24, distinto per aliquota d'imposta, al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26, 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte. | ▲ + | ▲ 1,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 3,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 6,00 % | + |
| **A** **Totale** imponibile | ▲ = | | |
| **B** **Totale** imposta | | | ▲ = + |
| **C** Importo dell'I.V.A. indicata in fattura in misura superiore a quella reale (art 21. 7° comma) in ordine alla quale non è stata effettuata la variazione a norma dell'art. 26, 3° comma | | | ▲ + |
| **D** Totale arrotondamenti d'imposta | | | ▲ + |
| **E** I.V.A. dovuta (B+C+D) | | | ▲ = |

**QUADRO 2 - DETERMINAZIONE DEL VOLUME D'AFFARI**

| | |
|---|---|
| **A** Ammontare delle operazioni imponibili registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ + |
| **B** Ammontare delle operazioni non imponibili, di cui all'art. 21, 6° comma, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ + |
| **C** Ammontare delle operazioni esenti, di cui al 1° comma dell'art. 10, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ + |
| **D** Ammontare delle operazioni, di cui all'art. 17, 2° comma, registrate nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ − |
| **E** Volume d'affari annuo (A + B + C − D) | ▲ = |

*segue:* **SEZIONE I**

**QUADRO 3.** – AMMONTARE DEGLI ACQUISTI E DELLE IMPORTAZIONI, DISTINTO PER ALIQUOTA, E DELLE RELATIVE IMPOSTE

| | ALIQUOTA | IMPONIBILE | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare degli acquisti e delle importazioni, registrati nell'anno ai sensi dell'art. 25, distinto per aliquota d'imposta, al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26, 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte. | 1,00 % | + | + |
| | 3,00 % | + | + |
| | 6,00 % | + | + |
| | 9,00 % | + | + |
| | 12,00 % | + | + |
| | 18,00 % | + | + |
| | ........ % | + | + |
| | ........ % | + | + |
| **A** Totale imponibile . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | = | |
| **B** Totale imposta . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | | | = |

**QUADRO 4.** – LIQUIDAZIONE DELL'EVENTUALE CREDITO DELL'ANNO

| | | |
|---|---|---|
| **A** I.V.A. dovuta (lettera E, quadro 1) . . . . . . . . . . . . . . . | | |
| **B** I.V.A. detraibile in via forfetaria (pari all'importo indicato alla lettera A) | + | |
| **C** Credito risultante dalla dichiarazione annuale precedente (art. 30, 2° comma), di cui non sia stato richiesto il rimborso . . . . . . . | + | |
| **D** Importo dell'I.G.E. ammessa in detrazione a norma dell'art. 77 (per le operazioni dipendenti da rapporti in corso al 31 dicembre 1972) . . | + | |
| **E** Importo dell'I.G.E. ammessa in detrazione a norma degli artt. 82, 83 e 85 (I.G.E. relativa agli investimenti e alla scorte) . . . . . . . . . | + | |
| **F** Totale (B + C + D + E) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | = | |
| **G** Differenza a credito (F – A) . . . . . . . . . . . . . . . . . | | |

## SEZIONE II - PRODUTTORI AGRICOLI O PESCATORI, COMPRESE LE COOPERATIVE TRA ESSI COSTITUITE E RELATIVI CONSORZI, CHE OLTRE ALLE CESSIONI DI PRODOTTI AGRICOLI O ITTICI EFFETTUANO ANCHE ALTRE OPERAZIONI IMPONIBILI

### QUADRO 1 - AMMONTARE DELLE OPERAZIONI IMPONIBILI, DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA CALCOLO DELL'I.V.A. DOVUTA.

| | IMPONIBILE | ALIQUOTA | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare imponibile delle cessioni di beni di cui alla 1ª parte della tabella A allegata al D.P.R. n. 633 registrate nell'anno ai sensi degli artt. 23 e/o 24 distinto per aliquota d'imposta al netto delle variazioni registrate a norma del l'art. 26, 2° e 3° comma ed ammontare delle relative imposte | ▲ + | ▲ 1,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 3,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 6,00 % | + |
| **A** Totale imponibile | ▲ = | | |
| **B** Totale imposta . . . . . | | | ▲ = + |

| | IMPONIBILE | ALIQUOTA | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare imponibile delle cessioni di beni e delle prestazioni di servizi, diverse dalle operazioni di cui alla precedente lettera A, registrate nell'anno ai sensi degli artt. 23 e/o 24 distinto per aliquota d'imposta al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26, 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte | ▲ + | ▲ 1,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 3,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 6,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 9,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 12,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ 18,00 % | + |
| | ▲ + | ▲ ....... % | + |
| | ▲ + | ▲ ....... % | + |
| **C** Totale imponibile . . . . . . . . . . . . | ▲ = | | |
| **D** Totale imposta . . . . . . . . . . | | | ▲ = + |
| **E** Importo dell'I.V.A. indicata in fattura in misura superiore a quella reale (art. 21, 7° comma) in ordine alla quale non è stata effettuata la variazione a norma dell'art. 26, 3° comma . . . . . . . . . . | | | ▲ + |
| **F** Totale arrotondamenti d'imposta . . . . . . . . . . | | | ▲ + |
| **G** I.V.A. dovuta (B + D + E + F) . . . . . . . . . . | | | ▲ = |

### QUADRO 2. - DETERMINAZIONE DEL VOLUME D'AFFARI E DELLA PERCENTUALE DI DETRAZIONE DI CUI ALL'ART. 34, 2° COMMA

| | |
|---|---|
| **A** Ammontare delle operazioni imponibili registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . . | ▲ |
| **B** Ammontare delle operazioni non imponibili, di cui all'art. 21, 6° comma, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ |
| **C** Ammontare delle operazioni esenti, di cui al 1° comma dell'art. 10, registrate o soggette a registrazione nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma | ▲ |
| **D** Ammontare delle operazioni, di cui all'art. 17, 2° comma, registrate nell'anno a norma degli artt. 23 e/o 24, al netto delle variazioni registrate ai sensi dell'art. 26, 2° e 3° comma . . . . . . . . . . | ▲ |
| **E** Volume d'affari annuo (A + B + C − D) . . . . . . . . . . | ▲ |
| **F** Percentuale di detrazione di cui all'art. 34, 2° comma $\left(\frac{\text{quadro 1, lett C}}{\text{quadro 1, lett A + lett C}} \times 100\right)$ . . . . . . . . | ▲ ....... % |

*segue* **SEZIONE II**

**QUADRO 3.** - AMMONTARE DEGLI ACQUISTI E DELLE IMPORTAZIONI, PER I QUALI È AMMESSA LA DETRAZIONE DELL'I.V.A., DISTINTO PER ALIQUOTA D'IMPOSTA.

| | ALIQUOTA | IMPONIBILE | IMPOSTA |
|---|---|---|---|
| Ammontare degli acquisti e delle importazioni per i quali l'I.V.A. è stata detratta nei mesi di competenza, registrati nell'anno ai sensi dell'art. 25, distinto per aliquota d'imposta, al netto delle variazioni registrate a norma dell'art. 26, 2° e 3° comma, ed ammontare delle relative imposte. | 1,00 % | + | + |
| | 3,00 % | + | + |
| | 6,00 % | + | + |
| | 9,00 % | + | + |
| | 12,00 % | + | + |
| | 18,00 % | + | + |
| | ....... % | + | + |
| | ....... % | + | + |
| **A** **Totale** imponibile | | = | |
| **B** **Totale** imposta | | | + |
| **C** Ammontare dell'I.V.A. non detratta nei mesi di competenza e detraibile in sede di dichiarazione annuale (art. 27, ultimo comma) | | | + |
| **D** **Totale** imposta assolta sugli acquisti e sulle importazioni (B + C) | | | = |

**QUADRO 4.** - CALCOLO DELL'I.V.A. AMMESSA IN DETRAZIONE

| | |
|---|---|
| **A** Imposta ammessa in detrazione in relazione alle operazioni di cui alla lettera A, quadro 1 (pari all'importo indicato alla lettera B, quadro 1) | + |
| **B** Imposta ammessa in detrazione in relazione alle operazioni di cui alla lettera C, quadro 1 $\left(\frac{\text{lett. D, quadro 3} \times \text{lett. F, quadro 2}}{100}\right)$ | + |
| **C** **Totale** I.V.A. ammessa in detrazione (A + B) | = |

**QUADRO 5.** - CALCOLO DELL'I.G.E., RELATIVA AGLI INVESTIMENTI E ALLE SCORTE, E DELL'IMPOSTA DI FABBRICAZIONE SUI FILATI AMMESSE IN DETRAZIONE

| | |
|---|---|
| **A** Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte e dell'imposta di fabbricazione sui filati effettivamente detratto, a norma degli artt. 82, 83, 85 e 87, con le dichiarazioni mensili o trimestrali | + |
| **B** Importo complessivo dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma dell'articolo 85, 3° comma | + |
| **C** Importo complessivo dell'imposta di fabbricazione sui filati, di cui non è stato possibile operare la detrazione nel corso dell'anno, detraibile in sede di dichiarazione annuale a norma degli artt. 87 e 85, 3° comma | + |
| **D** **Totale** (A + B + C) | = |
| **E** Credito dell'I.G.E., relativa agli investimenti e alle scorte, e dell'imposta di fabbricazione sui filati risultante dall'ultima dichiarazione mensile o trimestrale dell'anno | |
| **F** Differenza a credito (E—B—C) (da riportare nella prima dichiarazione mensile o trimestrale successiva) | |

*segue* **SEZIONE II**

**QUADRO 6.** - RIEPILOGO DELLE SOMME VERSATE NELL'ANNO A TITOLO D'IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

VERSAMENTI ESEGUITI CONTESTUALMENTE ALLA PRESENTAZIONE DELLE DICHIARAZIONI MENSILI O TRIMESTRALI

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | | ESTREMI DELLA QUIETANZA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|---|
| MESE | TRIMESTRE | DATA | NUMERO | |
| Gennaio | | | | |
| Febbraio | 1° | | | |
| Marzo | | | | |
| Aprile | | | | |
| Maggio | 2° | | | |
| Giugno | | | | |
| Luglio | | | | |
| Agosto | 3° | | | |
| Settembre | | | | |
| Ottobre | | | | |
| Novembre | 4° | | | |
| Dicembre | | | | |

**A** **Totale** versamenti . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . ▲

EVENTUALI VERSAMENTI INTEGRATIVI D'IMPOSTA, ESCLUSI INTERESSI, SOPRATTASSE, ECC., RELATIVI ALLE DICHIARAZIONI MENSILI O TRIMESTRALI PRESENTATE NELL'ANNO

| DICHIARAZIONE CUI SI RIFERISCE IL VERSAMENTO | | ESTREMI DELLA BOLLETTA | | IMPORTO |
|---|---|---|---|---|
| MESE | TRIMESTRE | DATA | NUMERO | |
| Gennaio | | | | |
| Febbraio | 1° | | | |
| Marzo | | | | |
| Aprile | | | | |
| Maggio | 2° | | | |
| Giugno | | | | |
| Luglio | | | | |
| Agosto | 3° | | | |
| Settembre | | | | |
| Ottobre | | | | |
| Novembre | 4° | | | |
| Dicembre | | | | |

**B** **Totale** versamenti . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . ▲

**C** **Totale** generale versamenti (A + B) . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . ▲

*segue* **SEZIONE II**

**QUADRO 7 - LIQUIDAZIONE DELL'IMPOSTA**

| | | |
|---|---|---|
| **A** I.V.A. dovuta (quadro 1, lett. G) | | ...... + |
| **B** I.V.A. detraibile ai sensi dell'art. 34 (quadro 4, lett. C) | ...... + | |
| **C** Credito risultante dalla dichiarazione annuale precedente (art. 30, 2° comma) di cui non sia stato richiesto il rimborso | ▲ ...... + | |
| **D** Importo dell'I.G.E. detratta a norma dell'art. 77 (per le operazioni dipendenti da rapporti in corso al 31 dicembre 1972) | ▲ ...... + | |
| **E** Importo dell'I.G.E. e dell'imposta di fabbricazione sui filati detraibile a norma degli artt. 82, 83 e 87 (quadro 5, lett. D) | ...... + | |
| **F** **Totale** generale dei versamenti eseguiti nell'anno (quadro 6, lett. C) | ...... + | |
| **G** **Totale** (B + C + D + E + F) | = | ...... − |
| **H** I.V.A. da versare (A − G, se A è maggiore di G)<br>oppure | | ▲ ...... = |
| **I** Credito d'imposta (G − A, se G è maggiore di A) | | ▲ ...... = |

PARTE RISERVATA AI SOGGETTI ESONERATI DAGLI OBBLIGHI DI DICHIARAZIONE E VERSAMENTI TRIMESTRALI AI SENSI DELL'ART. 32 CHE HANNO SUPERATO NEL CORSO DELL'ANNO IL LIMITE DI ESONERO DI 5 MILIONI ED HANNO REALIZZATO UN VOLUME D'AFFARI NON SUPERIORE A 21 MILIONI DI LIRE

Il versamento dell'imposta liquidata in complessive lire ......
viene effettuato contestualmente ed in unica soluzione ovvero in 4 rate uguali con scadenza:

1ª Rata di lire ...... contestualmente alla presentazione della dichiarazione,

2ª Rata di lire ...... entro il mese di giugno;

3ª Rata di lire ...... entro il mese di settembre;

4ª Rata di lire ...... entro il mese di dicembre.

La presente dichiarazione è redatta in conformità delle disposizioni recate dal D. P. R. 26 ottobre 1972, n. 633, e contiene tutti gli elementi di calcolo desunti dai registri contabili di cui agli artt. 23, 24 e 25, per la determinazione del debito o credito d'imposta dell'anno.

Il versamento contestuale di lire ...... viene effettuato in contanti ovvero con ...... (estremi dell'assegno circolare non trasferibile o dei titoli di credito bancari o postali a copertura garantita)

Il sottoscritto, a norma del 2° comma dell'art. 30, chiede che il credito d'imposta risultante dalla presente dichiarazione sia [RIMBORSATO] oppure [COMPUTATO IN DETRAZIONE NELLA PRIMA DICHIARAZIONE DELL'ANNO SUCCESSIVO] (cancellare la dizione che non interessa).

DATA ...... FIRMA ......

| SPAZIO RISERVATO ALL'UFFICIO | | | |
|---|---|---|---|
| DATA | N. PROGR. | IMPORTO VERSATO | N. MACCH. |
| | | | |

## AVVERTENZE

La dichiarazione sottoscritta dal contribuente o da un suo rappresentante legale o negoziale deve essere presentata all'ufficio provinciale dell'imposta sul valore aggiunto competente per territorio, il quale anche se non richiesto deve rilasciare ricevuta. La dichiarazione può anche essere spedita all'ufficio a mezzo di lettera raccomandata e, in questo caso, si considera presentata nel giorno in cui è consegnata all'ufficio postale, che deve apporre il timbro a calendario anche sulla dichiarazione. La prova della presentazione della dichiarazione — che dai Protocolli, registri ed atti dell'ufficio non risulti pervenuta — non può essere data che mediante la ricevuta dell'ufficio o la ricevuta della raccomandata.

L'imposta che risulta dovuta all'Erario sulla dichiarazione annuale deve essere versata in unica soluzione contemporaneamente alla presentazione della dichiarazione (art. 30).

Il versamento può essere effettuato, oltre che in contanti presso l'ufficio dell'imposta sul valore aggiunto, mediante assegni circolari non trasferibili intestati al predetto ufficio, mediante altri titoli di credito bancari o postali a copertura garantita, ovvero mediante buoni d'imposta. Se la dichiarazione è spedita a mezzo posta, il versamento deve essere eseguito esclusivamente mediante assegni circolari o postali non trasferibili (art. 38, primo comma).

---

ALL'UFFICIO

IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTO

DI

______________________

---

(183)

DECRETO MINISTERIALE 15 gennaio 1974.

**Emissione di buoni ordinari del Tesoro a dodici mesi da vincolare a riserva.**

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 1 del decreto ministeriale 8 gennaio 1974, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 10 dell'11 gennaio 1974 il quale, tra l'altro, stabilisce che l'importo dei buoni ordinari del Tesoro al portatore da emettere dal 1° gennaio 1974 al 28 febbraio 1974 sono determinati con decreti del Ministro per il tesoro da pubblicarsi mensilmente nella *Gazzetta Ufficiale;*

Decreta:

E' disposta nel mese di gennaio 1974 l'emissione di buoni ordinari del Tesoro al portatore a dodici mesi da vincolare a riserva, ai sensi dell'art. 32, lettera *f*), del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni, fino al limite massimo, in valore nominale di L. 355.000.000.000.

L'emissione sarà effettuata il giorno 30 gennaio 1974.

Il presente decreto è sottoposto alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 gennaio 1974

*Il Ministro*: LA MALFA

*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 gennaio 1974*
*Registro n. 2 Tesoro, foglio n. 196*

(352)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

**Rilascio di exequatur**

In data 5 gennaio 1974 il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri ha concesso l'exequatur la sig. Salvatore T. Alfano console onorario di Giamaica a Roma.

(295)

## MINISTERO DELLA SANITÀ

**Autorizzazione al laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Padova ad eseguire analisi particolareggiate di acque minerali.**

Con decreto n. 1437 in data 27 dicembre 1973 il reparto chimico ed il reparto medico-micrografico del laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Padova sono stati autorizzati ad effettuare rispettivamente analisi chimiche e chimico-fisiche particolareggiate ed analisi batteriologiche particolareggiate di acque minerali.

(269)

**Autorizzazione all'amministrazione dell'Università degli studi di Palermo ad istituire una scuola per tecnici di laboratorio medico.**

Con decreto n. 900.6/X/55/1 in data 27 dicembre 1973 del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'amministrazione dell'Università degli studi di Palermo è autorizzata ad istituire una scuola per tecnici di laboratorio medico con sede presso l'università stessa.

(270)

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

**Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.**

(*Ente Puglia e Lucania*)

Con decreto ministeriale 5 novembre 1973, n. 6448/4352, registrato alla Corte dei conti in data 17 dicembre 1973, registro n. 28 Agricoltura, foglio n. 292, sono stati determinati, per il periodo dal 1° luglio al 31 dicembre 1972, nella misura di L. 30.719 (lire trentamilasettecentodiciannove) gli interessi relativi alla indennità liquidata con decreto ministeriale 16 ottobre 1972, n. 6440/4344, pubblicato per estratto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 40 del 13 febbraio 1973, per i terreni costituenti la quota del « terzo residuo » espropriata in forza del decreto del Presidente della Repubblica in data 7 agosto 1971 (*Gazzetta Ufficiale* n. 68 dell'11 marzo 1972) al nome della ditta Materi Vittorio fu Ferdinando e trasferita all'Ente di sviluppo in Puglia e Lucania.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore nominale di L. 30.000 (lire trentamila), arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Bari, e saranno svincolati dal competente tribunale, a norma del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

Roma, addì 8 gennaio 1974

(199)

## MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

**Deformazione e smarrimento dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio di identificazione « 86-VA ».**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che sono stati deformati numero quattro punzoni recanti il marchio di identificazione « 86-VA », a suo tempo assegnato alla ditta Ceresa Dante, con sede in Cassano Magnago (Varese), via Buttafava n. 11.

Si rende noto altresì che la ditta stessa ha denunciato lo smarrimento dell'altro analogo punzone già in sua dotazione.

Si diffidano gli eventuali detentori del punzone suddetto a restituirlo all'ufficio provinciale metrico di Varese.

(255)

**Deformazione del punzone per la bollatura dei metalli preziosi, recante il marchio di identificazione « 112-VR »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che è stato deformato il punzone recante il marchio di identificazione « 112-VR », a suo tempo assegnato alla ditta Andreoli Osvaldo con sede in Grezzana (Verona), via Busoni n. 164.

(250)

**Deformazione del punzone per la bollatura dei metalli preziosi, recante il marchio di identificazione « 214-NA »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che è stato deformato il punzone recante il marchio di identificazione « 214-NA », a suo tempo assegnato alla ditta Martinez Bruno con sede in Napoli, via S. Biagio in Taffettanari n. 1.

(257)

**Deformazione dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio di identificazione « 23-TV »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che sono stati deformati i tre punzoni recanti il marchio di identificazione « 23-TV », a suo tempo assegnato alla ditta Favaro Giovanni con sede in Castelfranco Veneto (Treviso), via Borgo Pieve n. 18.

(251)

**Deformazione dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio di identificazione « 182-NA »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che sono stati deformati i sei punzoni recanti il marchio di identificazione « 182-NA », a suo tempo assegnato alla ditta Villani Armando con sede in Napoli, via Grotta della Marra n. 10.

(252)

**Deformazione del punzone per la bollatura dei metalli preziosi, recante il marchio di identificazione « 206-NA »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che è stato deformato il punzone recante il marchio di identificazione « 206-NA », a suo tempo assegnato alla ditta Graziano Aldo con sede in Ercolano (Napoli), corso Resina n. 208.

(254)

**Deformazione del punzone per la bollatura dei metalli preziosi, recante il marchio di identificazione « 113-VR »**

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che è stato deformato il punzone recante il marchio di identificazione « 113-VR », a suo tempo assegnato alla ditta Biroli Guido con sede in Grezzana (Verona), via Busoni n. 164.

(255)

# MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 9

## Corso dei cambi del 14 gennaio 1974 presso le sottoindicate borse valori

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dollaro USA . | 631,50 | 631,50 | 631 | 631,50 | 630 — | 631,50 | 631,35 | 631,50 | 631,50 | 631,50 |
| Dollaro canadese . | 636,70 | 636,70 | 635 — | 636,70 | 635 | 636,70 | 636,50 | 636,70 | 636,70 | 636,70 |
| Franco svizzero . | 187,44 | 187,44 | 187,20 | 187,44 | 187,50 | 187,45 | 187,41 | 187,44 | 187,44 | 187,44 |
| Corona danese | 95,50 | 95,50 | 95,80 | 95,50 | 95,25 | 95,50 | 95,53 | 95,50 | 95,50 | 95,50 |
| Corona norvegese . | 106,03 | 106,03 | 106,10 | 106,03 | 105,50 | 106,05 | 105,90 | 106,03 | 106,03 | 106,03 |
| Corona svedese . | 131,15 | 131,15 | 131,4450 | 134,15 | 131,50 | 131,20 | 131,13 | 134,15 | 131,15 | 131,15 |
| Fiorino olandese | 217,39 | 217,39 | 217,72 | 217,39 | 216,80 | 217,35 | 217,30 | 217,39 | 217,30 | 217,39 |
| Franco belga . | 14,872 | 14,872 | 14,88 | 14,872 | 14,75 | 14,85 | 14,87 | 14,872 | 14,87 | 14,87 |
| Franco francese | 128,61 | 128,61 | 129,35 | 128,61 | 128,50 | 128,60 | 128,50 | 128,61 | 128,61 | 128,61 |
| Lira sterlina . | 1416,50 | 1416,50 | 1417 — | 1416,50 | 1414,50 | 1416,50 | 1416,75 | 1416,50 | 1416,50 | 1416,50 |
| Marco germanico . | 226,78 | 226,78 | 226,75 | 226,78 | 227 — | 226,75 | 226,70 | 226,78 | 226,78 | 226,78 |
| Scellino austriaco . | 30,765 | 30,765 | 30,80 | 30,765 | 30,85 | 30,75 | 30,80 | 30,765 | 30,76 | 30,76 |
| Escudo portoghese . | 23,71 | 23,71 | 23,6950 | 23,71 | 23,60 | 23,72 | 23,72 | 23,71 | 23,71 | 23,71 |
| Peseta spagnola . | 11,02 | 11,02 | 11,06 | 11,02 | 11,10 | 11,05 | 11,04 | 11,02 | 11,02 | 11,02 |
| Yen giapponese | 2,109 | 2,109 | 2,10 | 2,109 | 2,10 | 2,10 | 2,1075 | 2,109 | 2,10 | 2,10 |

## Media dei titoli del 14 gennaio 1974

| | |
|---|---|
| Rendita 5 % 1935 . | 106,175 |
| Redimibile 3,50 % 1934 . | 98,400 |
| » 3,50 % (Ricostruzione) . | 92,225 |
| » 5 % (Ricostruzione) | 99,025 |
| » 5 % (Riforma fondiaria) . | 95,850 |
| » 5 % (Città di Trieste) | 98,050 |
| » 5 % (Beni esteri) . | 98,825 |
| » 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82 . | 92,600 |
| » 5,50 % » » 1968-83 . | 92,475 |
| » 5,50 % » » 1969-84 . | 92,025 |
| » 6 % » » 1970-85 . | 96,450 |
| » 6 % » » 1971-86 . | 97,150 |
| » 6 % » » 1972-87 . | 96,625 |
| Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976 . | 100,30 |
| Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976 . | 100,75 |
| » » » 5 % 1977 . | 99,925 |
| » » » 5,50 % 1977 . | 101,45 |
| » » » 5,50 % 1978 . | 99,90 |
| » » » 5,50 % 1979 . | 99,95 |
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1974) . | 99,525 |
| » 5 % ( » 1° aprile 1975) | 97,475 |
| » 5 % ( » 1°-10-1975) II emiss. | 97,050 |
| » 5 % ( » 1° gennaio 1977) . | 95,750 |
| » 5 % ( » 1° aprile 1978) . | 96,025 |
| » 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979) . | 99,125 |
| » 5,50 % ( » 1° gennaio 1980) . | 99,075 |
| » 5,50 % ( » 1° aprile 1982) . | 98,950 |

*Il contabile del portafoglio dello Stato:* FRATTAROLI

# UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

## Cambi medi del 14 gennaio 1974

| | |
|---|---|
| Dollaro USA . | 631,425 |
| Dollaro canadese . | 636,60 |
| Franco svizzero | 187,425 |
| Corona danese . | 95,515 |
| Corona norvegese | 105,965 |
| Corona svedese | 131,14 |
| Fiorino olandese . | 217,345 |
| Franco belga . . . . . | 14,871 |
| Franco francese | 128,555 |
| Lira sterlina . | 1416,625 |
| Marco germanico | 226,74 |
| Scellino austriaco | 30,782 |
| Escudo portoghese . | 23,715 |
| Peseta spagnola | 11,03 |
| Yen giapponese | 2,108 |

# MINISTERO DEL TESORO

## Smarrimento di titoli nominativi di debito pubblico

(Legge 6 agosto 1966, n. 651)

(*Unica pubblicazione*) Elenco n. 1

E' stata denunziata la perdita dei certificati nominativi indicati nel prospetto che segue ed è stata fatta domanda a questa amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati i corrispondenti nuovi certificati.

Entro sei mesi dalla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, chiunque dimostri di avervi interesse puo ottenere la sospensione del pagamento degli interessi sui nuovi titoli osservando le formalità prescritte dalla suddetta legge.

| Denominazione del debito | Numero di iscrizione | INTESTAZIONE DEI CERTIFICATI | Capitale nominale |
|---|---|---|---|
| | | | Lire |
| Prest. redim. 3,50 % (1934) | 433.390 (nuda proprietà) | Zampaglione Lorenzo fu Michele, minore sotto la patria potestà della madre Di Renzo Anna fu Domenico, vedova di Zampaglione Michele, domiciliata in Napoli. *Annotazione*: l'usufrutto vitalizio spetta a Di Renzo Anna fu Domenico vedova di Zampaglione Michele, domiciliata in Napoli . . . . . . . . . . . . . . | 217.300 |
| Prest. redim. 3,50 % (1934) | 436.341 (nuda proprietà) | Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra . | 124.200 |

Roma, addì 3 gennaio 1974

**(247)**

# MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

## Sostituzione di un membro della commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Lazio

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 2061 in data 2 gennaio 1974 il dott. Pompeo Longobardi è stato nominato membro della commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per il Lazio in sostituzione del dott. Raffaele Laghezza.

**(163)**

# MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

## Smarrimento di diplomi originali di laurea

La dott.ssa Giancarla Fraioli, nata a Monterotondo (Roma) il 28 agosto 1941, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in lettere conseguito presso l'Università di Roma il 29 luglio 1968.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'università predetta.

**(128)**

Il dott. Albino Michele Apa, nato a Laino Castello (Cosenza) il 17 gennaio 1915, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa occidentale, sezione francese, conseguito presso l'Istituto universitario orientale di Napoli il 13 maggio 1946.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'università predetta.

**(129)**

Il dott. Lelio Luigi Pergola, nato a Lucca il 18 dicembre 1909, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma originale di laurea in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa occidentale, sezione francese, conseguito presso l'Istituto universitario orientale di Napoli l'8 marzo 1957.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'università predetta.

**(130)**

# MINISTERO DELL'INTERNO

## Riconoscimento e classificazione di esplosivo da mina

Il nuovo esplosivo da mina denominato « Ammondite tipo 6 » che la società Cheddite Italia intende fabbricare nel proprio stabilimento di Aulla (Massa Carrara) è riconosciuto, ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza, come utilizzabile soltanto per lavori a cielo aperto — con esclusione di impiego in galleria ed in ambienti grisoutosi — e classificato nella 2ª categoria, gruppo *B*, dell'allegato *A* al regolamento di esecuzione del detto testo unico.

**(271)**

# COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

## Nomina del presidente del comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di S. Margherita d'Adige, in amministrazione straordinaria.

Nella riunione del 2 gennaio 1974, tenuta dal comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di S. Margherita d'Adige, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in S. Margherita d'Adige (Padova), in amministrazione straordinaria, il rag. Danilo Lotto è stato nominato presidente del comitato stesso ai sensi e per gli effetti dell'art. 58, secondo comma, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

**(336)**

# REGIONE TOSCANA

## Approvazione del piano particolareggiato della zona di San Zeno del comune di Arezzo

Con deliberazione della giunta regionale n. 7384 in data 28 novembre 1973 è stato approvato il piano particolareggiato della zona di San Zeno del comune di Arezzo, ai sensi e per gli effetti della legge 17 agosto 1942, n. 1150, e successive modificazioni ed integrazioni.

**(297)**

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

**Revoca del concorso, per titoli, ad un posto di medico incaricato presso l'istituto di osservazione per minorenni di Brescia.**

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale in data 27 febbraio 1971, registrato il 24 aprile 1971, con il quale veniva bandito un concorso, per titoli, ad un posto di medico incaricato presso l'istituto di osservazione minorenni di Brescia;

Visto il verbale in data 18 marzo 1972 della commissione giudicatrice nominata dal procuratore generale della Repubblica presso la corte d'appello di Brescia con il quale al dott. Guerrini Franco, unico candidato partecipante al concorso stesso, venivano attribuiti punti otto su trenta;

Vista la ministeriale n. 11882/7.5.B del 3 febbraio 1973 con la quale questo Ministero, rilevato che l'istanza dell'unico partecipante, dott. Guerrini Franco, era stata prodotta oltre il termine perentorio previsto dall'art. 4 del bando di concorso indetto con decreto ministeriale 27 febbraio 1971, restituiva gli atti del concorso alla procura generale competente per l'emissione del decreto di esclusione dal concorso del dott. Guerrini;

Visto il decreto del procuratore generale della Repubblica presso la corte di appello di Brescia in data 31 marzo 1973 con il quale si provvedeva all'esclusione del dott. Guerrini Franco dal concorso di che trattasi;

Visto il decreto ministeriale 2 gennaio 1973 con il quale a seguito del passaggio di gestione privata dell'istituto di osservazione minorenni di Brescia, il posto di sanitario incaricato assegnato al predetto istituto dalla ripartizione dei posti di medico incaricato presso gli istituti penitenziari approvata con decreto ministeriale 10 novembre 1970, registrato il 10 febbraio 1971, veniva soppresso;

Ritenuto, pertanto, che devesi procedere alla revoca del concorso stesso;

Vista la legge 9 ottobre 1970, n. 740;

Decreta:

Il concorso, per titoli, ad un posto di medico incaricato presso l'istituto di osservazione per minorenni di Brescia, bandito con decreto ministeriale in data 27 febbraio 1971, registrato alla Corte dei conti il 24 aprile 1971, è revocato.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 aprile 1973

p. *Il Ministro*: PENNACCHINI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 20 dicembre 1973*
*Registro n. 50 Grazia e giustizia, foglio n. 333*

(170)

## MINISTERO DELL'INTERNO

**Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/A vacante nel comune di Torino.**

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il bando di concorso in data 22 aprile 1970 per il conferimento del posto di segretario generale di classe 1ª/*A* vacante nel comune di Torino;

Visto il decreto ministeriale in data 7 dicembre 1973 con il quale è stata riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 17 febbraio 1968, n. 107; 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748; 27 giugno 1942, n. 851 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/*A* vacante nel comune di Torino, nell'ordine appresso indicato:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. Vucusa dott. Riccardo | punti | 117,46 | su 150 |
| 2. Caliulo dott. Rosario | » | 113,13 | » |
| 3. Boccardi dott. Tommaso | » | 109,66 | » |
| 4 Ferreri dott. Guido | » | 105,54 | » |
| 5. Vailati dott. Costantino | » | 105,10 | » |
| 6. Nai dott. Siro | » | 104,54 | » |
| 7. Eydoux dott. Ermanno | » | 103,83 | » |
| 8. Silvano dott. Guido | » | 98,10 | » |
| 9 Aiello dott. Salvatore | » | 95,74 | » |

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 dicembre 1973

p. *Il Ministro*: RUSSO

(174)

**Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/B vacante nel comune di Cagliari.**

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il bando di concorso in data 10 maggio 1973 per il conferimento del posto di segretario generale di classe 1ª/*B* vacante nel comune di Cagliari;

Visto il decreto ministeriale in data 19 novembre 1973 con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 17 febbraio 1968 n. 107; 8 giugno 1962, n. 601; 9 agosto 1954, n. 748, 27 giugno 1942, n. 851 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/*B* vacante nel comune di Cagliari, nell'ordine appresso indicato:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 Tollis dott. Aldo | punti | 79,40 | su 132 |
| 2. Mancini dott. Rocco | » | 77,63 | » |
| 3. Antinori dott. Giovanni | » | 75,06 | » |
| 4. Salzano dott Antonio | » | 71,75 | » |
| 5. Zerbinati dott. Guerrino | » | 71,52 | » |
| 6. Mignone dott. Pasquale | » | 71,34 | » |
| 7. Ghisu dott. Elio | » | 70,58 | » |
| 8. Ventura dott. Arnaldo | » | 69,79 | » |
| 9. Gerardi dott. Antonio | » | 68,85 | » |
| 10. Dedoni dott. Livio | » | 62,66 | » |

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 dicembre 1973

p. *Il Ministro*: RUSSO

(176)

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

**Avviso relativo alla pubblicazione dei risultati del concorso, per titoli ed esami, a quindici posti di sperimentatore nel ruolo degli sperimentatori degli istituti di ricerca e di sperimentazione agraria, carriera direttiva.**

In data 14 dicembre 1973, sono stati pubblicati nel supplemento al Bollettino Ufficiale n. 12 del Ministero dell'agricoltura e delle foreste i risultati del concorso, per titoli ed esami, a quindici posti di sperimentatore nel ruolo degli sperimentatori degli istituti di ricerca e di sperimentazione agraria, carriera direttiva, indetto con decreto ministeriale 21 febbraio 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 179 del 12 luglio 1972.

(300)

## MINISTERO DELLA SANITÀ

**Modifica degli elenchi dei primari di chirurgia generale idonei ex art. 126 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130.**

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visti i propri decreti in data 22 dicembre 1971, 20 luglio 1972, 20 dicembre 1972 e 20 giugno 1973 che predispongono gli elenchi dei primari di chirurgia generale idonei ex art. 126 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, pubblicati nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* del 17 gennaio 1972 e nella *Gazzetta Ufficiale* dell'8 agosto 1972, 8 febbraio 1973 e 13 luglio 1973;

Considerato che occorre procedere alla rettifica di errori materiali di trascrizione e all'aggiornamento degli elenchi medesimi a seguito di ricezione di documentate istanze pervenute dopo la data di pubblicazione dei succitati decreti ministeriali 22 dicembre 1971, 20 luglio 1972, 20 dicembre 1972 e 20 giugno 1973;

Visto l'art. 126 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130;

Decreta:

Art. 1.

Per i motivi nella premessa illustrati, gli elenchi dei primari di chirurgia generale idonei ex art. 126 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, approvati con decreti ministeriali 22 dicembre 1971, 20 luglio 1972, 20 dicembre 1972 e 20 giugno 1973 sono così modificati:

| Cognome e nome | Luogo e data di nascita | Idoneo a termini del D. P. R. 27 marzo 1969, n. 130 | Idoneo perchè in servizio di ruolo all'8 maggio 1969 | | | Idoneo a termini del R. D. 30 settembre 1938, n. 1631 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Reg. | Prov. | Zon. | Reg. | Prov. | Zon. |
| 1107. Nicodemo Piergiorgio . . . . . | Meduna di Livenza - 28 novembre 1934 | | | | | | | si |
| 1531. Virgillo Gianfranco . . . . | Cosenza - 23 maggio 1931 | | | | | si | | |

Art. 2.

Per i motivi nella premessa illustrati agli elenchi dei primari di chirurgia generale idonei ex art. 126 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, approvati con decreti ministeriali 22 dicembre 1971, 20 luglio 1972, 20 dicembre 1972 e 20 giugno 1973 vengono aggiunti i seguenti nominativi:

| Cognome e nome | Luogo e data di nascita | Idoneo a termini del D. P. R. 27 marzo 1969, n. 130 | Idoneo perchè in servizio di ruolo all'8 maggio 1969 | | | Idoneo a termini del R. D. 30 settembre 1938, n. 1631 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Reg. | Prov. | Zon. | Reg. | Prov. | Zon. |
| 1548. Caldone Firrao Guido . . . . | Licastro - 30 aprile 1918 | | | | | | si | |
| 1549. Morganti Trento . . . . . | Monte Castello Vibio - 30 giugno 1915 | | | | si | | | |
| 1550. Nelli Mario . . . . . . . . . | Fucecchio - 28 gennaio 1923 | | | | si | | | |
| 1551. Parodi Luigi . . . . . . . | Sestri Ponente - 12 agosto 1910 | | | | si | | | |

Art. 3.

I sanitari di cui agli articoli 1 e 2 possono partecipare direttamente ai concorsi di assunzione a posti di primario di chirurgia generale che saranno banditi dalle amministrazioni ospedaliere.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 dicembre 1973

*Il Ministro*: GUI

**(84)**

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI FOGGIA

**Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Foggia**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 687-*bis* con cui veniva bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Foggia al 28 febbraio 1973;

Ritenuto di dover provvedere alla costituzione della commissione giudicatrice;

Viste le designazioni dell'assessore alla sanità della regione Puglia, della prefettura e dell'ordine provinciale dei medici di Foggia, nonchè delle amministrazioni comunali interessate;

Visto il verbale del sorteggio tra le due ostetriche condotte che hanno avuto parità di voti dai comuni;

Visto il regio decreto 27 marzo 1934, n. 1265, il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 211, la legge 8 marzo 1958, n. 220;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso di cui in premessa è costituita come segue:

*Presidente*:

Franchini dott.ssa Maria, funzionario della regione Puglia.

*Componenti*:

Signorello dott. Giuseppe, medico provinciale;
Ciliberti dott. Marcello, funzionario della prefettura;
Del Bianco prof. Celestino, primario ostetrico;
Landi prof. Edgardo, primario ostetrico;
Martin Laura, ostetrica condotta.

*Segretario*:

Albano dott. Antonio, funzionario della regione Puglia.

Le prove di esame si svolgeranno in Foggia non prima di un mese dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*. Il decreto stesso sarà anche pubblicato nel « Bollettino Ufficiale » della regione, nel Foglio annunzi legali e per otto giorni all'albo di questo ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

*Il medico provinciale*: CRUPI

**(115)**

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI FROSINONE

**Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Frosinone**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 8311 del 13 novembre 1972 con il quale è stato indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti in provincia al 30 novembre 1971;

Attesa la necessità di procedere alla nomina della commissione giudicatrice;

Viste le designazioni pervenute dall'assessorato regionale alla sanità, dall'ordine provinciale dei medici-chirurghi e dai comuni interessati;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Vista la legge regionale 20 agosto 1973, n. 33;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso indicato in premessa è costituita come appresso:

*Presidente*:

Damiani dott. Saverio, funzionario della carriera direttiva amministrativa della regione Lazio.

*Componenti*:

Cocchini dott. Claudio, funzionario della carriera direttiva dei medici della regione Lazio;

[illegible] prof. dott. Giuseppe, primario medico dell'ospedale generale provinciale di Frosinone;

Bellusci dott. Ugo, primario chirurgo dell'ospedale generale di zona di Ferentino;

Delli Colli dott. Arduino, medico condotto.

*Segretario*:

Manzi dott. Renato, funzionario della carriera direttiva amministrativa della regione Lazio.

La commissione che avrà la sua sede presso l'ufficio del medico provinciale di Frosinone darà inizio alle prove di esami non prima che sia trascorso un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il decreto stesso verrà pubblicato altresì nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, della prefettura di Frosinone e dei comuni interessati.

Frosinone, addì 4 gennaio 1974

*Il medico provinciale*: FISCHETTI

(210)

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANZARO

**Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Catanzaro**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 4031 del 10 aprile 1972 con il quale è stato bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento delle condotte ostetriche vacanti in provincia di Catanzaro al 30 novembre 1971;

Ritenuto che occorre procedere alla costituzione della commissione giudicatrice;

Viste le designazioni dei comuni interessati, nonché quelle della prefettura di Catanzaro e dell'ordine dei medici chirurghi di Catanzaro;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato con decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetriche condotte vacanti nella provincia di Catanzaro al 30 novembre 1971 è così costituita:

*Presidente*:

Galati dott. Francesco, funzionario della regione Calabria.

*Componenti*:

De Prisco dott. Antonio, medico provinciale di Cosenza;

Brancia dott. Giuseppe, funzionario della prefettura di Catanzaro;

Romaniello prof. Giovanni, primario ostetrico dell'ospedale civile di Catanzaro;

Frontera prof. Francesco, specialista in ostetricia, Catanzaro;

Rizzo Rosaria, ostetrica condotta di Lamezia Terme.

*Segretario*:

Martelli dott. Ugo, funzionario della regione Calabria.

La commissione inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Catanzaro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo ufficio, della prefettura di Catanzaro e dei comuni interessati.

Catanzaro, addì 21 dicembre 1973

*Il medico provinciale*: GIUTTARI

(117)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.